

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 126

18 janvier 2016

SOMMAIRE

Annopol Business Park GP S.à r.l.	6009	Entreprise de Toiture J. Zender & Cie s.à.r.l.	6005
Caliop International Investment S.A.	6007	ESCF Holding S.à r.l.	6006
Candra S.A.	6003	ESCF II Holding	6021
Canetto Participations Luxembourg S.A.	6003	Eurofinancial Group S.à r.l.	6005
CDP Capital - EuroMezz S.à r.l.	6003	Eurofinancial Group S.à r.l.	6005
CDT Immo S.à r.l.	6003	European Plast Research & Development ...	6005
CID Holdings S.à r.l.	6003	Expan S.à r.l.	6004
Coach & Win	6002	Faarwemeeschter S.à.r.l.	6006
Codentz	6002	Financière Verdi S.à r.l.	6030
Cofralux	6047	F.J.C. Immobilière S.A.	6006
ConAgra Foods Global Holdings S.à r.l.	6004	Flexco S.à r.l.	6006
Covanta Europe Holdings S.à r.l.	6004	Frostbite I S.à r.l.	6005
Covifa Luxembourg International S.à.r.l.	6004	Gandhara Investments S.C.A.	6008
Damovo II S.à r.l.	6008	Garage Schiltz Frères S.A.	6007
Damovo I S.à r.l.	6008	Garage Schiltz Frères S.A.	6007
D-Bunnerhelfsts Dortmund S. à r.l.	6002	Gartengestaltung Bohr S.à r.l.	6007
D.C.S. s.à r.l.	6002	Gesint S.P.F.	6008
DMA Holdings S.A.	6002	Grace Luxembourg S.à r.l.	6008
Dodecalab Holding	6002	Grace Luxembourg S.à r.l.	6007
Doneck Euroflex S.A.	6004	Nir Holding GmbH	6048
DOTILA HOLDING S.à r.l.	6037	North West Finance SA	6048
EIF Soparfi A S.à r.l.	6045		
Engineering Developments S.A.	6006		

D.C.S. s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4953 Hautcharage, 9, Cité Bommelscheuer.
R.C.S. Luxembourg B 80.579.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015190877/9.
(150213325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

D-Bunnerhelfsts Dortmund S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 126.440.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015190878/9.
(150214035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Dodecalab Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 89e, Parc d'Activité.
R.C.S. Luxembourg B 188.942.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015190886/9.
(150213376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

DMA Holdings S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 108.914.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015190899/9.
(150213937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Coach & Win, Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 170A, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 110.053.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015190865/9.
(150214164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Codentz, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8396 Setpfontaines, 37, Mierscherstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 144.966.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015190866/9.
(150214297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

CDP Capital - EuroMezz S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 82.263.

Le Bilan consolidé de la société mère (La Caisse de dépôt et placement du Québec) au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 Novembre 2015.

CDP Capital EuroMezz S.à r.l.

Sébastien Rimlinger

Gérant B

Référence de publication: 2015190857/14.

(150213911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Candra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 159.392.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015190853/10.

(150214226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Canetto Participations Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 59, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 117.891.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015190854/10.

(150213657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

CDT Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 186.836.

Les comptes annuels au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2015190858/10.

(150213497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

CID Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 110.645.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190862/10.

(150213245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

ConAgra Foods Global Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 151.838.

Les comptes annuels au 31 Mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 novembre 2015.

ConAgra Foods Global Holdings S.à r.l.
TMF Corporate Services S.A. / TMF Administrative Services S.A.
- / Signature
Gérant A / Gérant A

Référence de publication: 2015190847/14.

(150213986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Covifa Luxembourg International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 82.623.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25. Novembre 2015.

Référence de publication: 2015190871/10.

(150213994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Doneck Euroflex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 4, An de Längten.
R.C.S. Luxembourg B 61.803.

Der Jahresabschluss vom 01.01.2014 - 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015190900/10.

(150213635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Covanta Europe Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 250.000,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 122.735.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190850/10.

(150213560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Expan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2242 Luxembourg, 1, rue Isaac Newton.
R.C.S. Luxembourg B 180.382.

Les comptes annuels de la société Expan S.à r.l. au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015190916/10.

(150213836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Eurofinancial Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 165.075.

Rectificatif du dépôt du bilan au 31/12/2014 déposé le 09/06/2015 n°L150098181 au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EUROFINANCIAL GROUP S.à r.l.

Référence de publication: 2015190939/12.

(150213341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Eurofinancial Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 165.075.

Rectificatif du dépôt du bilan au 31/12/2014 déposé le 26/11/2015 n°L150213341 au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EUROFINANCIAL GROUP S.à r.l.

Référence de publication: 2015190940/12.

(150214256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

European Plast Research & Development, Société Anonyme.

Siège social: L-4987 Sanem, 7, Quartier de l'Eglise.
R.C.S. Luxembourg B 150.523.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25/11/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015190942/12.

(150213933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Frostbite I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 158.430.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015190956/9.

(150213498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Entreprise de Toiture J. Zender & Cie s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 58.174.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015190929/9.

(150213260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Engineering Developments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 145.102.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 Octobre 2015.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2015190925/11.

(150214100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

ESCF Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 76-78, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 164.087.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.Remplace la 1^{ère} version (art. 6bis du règlement grand-ducal modifié du 23 janvier 2003 concernant le RCS) déposée le 30/07/2015

Numéro de dépôt initial au RCS: L150139231

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015190932/13.

(150214248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

F.J.C. Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 59.341.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015190948/10.

(150214216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Flexco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2242 Luxembourg, 1, rue Isaac Newton.

R.C.S. Luxembourg B 180.381.

Les comptes annuels de la société Flexco S.à r.l. au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015190954/10.

(150213838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Faarwemeeschter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3541 Dudelange, 66, rue de la Paix.

R.C.S. Luxembourg B 154.279.

Le Bilan abrégé au 31 Décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190957/10.

(150213558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Caliope International Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 44.122.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg

Le Mandataire

Référence de publication: 2015190852/12.

(150213753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Grace Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 199.896.598,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 162.209.

Le dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2013 déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 29 décembre 2014, sous la référence L140233173 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190994/12.

(150214067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Garage Schiltz Frères S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-9519 Wiltz, 100, route d'Ettelbruck.

R.C.S. Luxembourg B 105.750.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 25 novembre 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015191002/10.

(150214053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Garage Schiltz Frères S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-9519 Wiltz, 100, route d'Ettelbruck.

R.C.S. Luxembourg B 105.750.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 25 novembre 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015191003/10.

(150214054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Gartengestaltung Bohr S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5471 Wellenstein, 36, rue Sainte Anne.

R.C.S. Luxembourg B 52.640.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 25 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191004/10.

(150214107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Damovo I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 81.249.

Le bilan au 31 janvier 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Colm Smith

Gérant

Référence de publication: 2015190951/12.

(150213368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Damovo II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 81.250.

Le bilan au 31 janvier 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Colm Smith

Gérant

Référence de publication: 2015190952/12.

(150213367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Gesint S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 52.058.

Le Bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015191010/10.

(150213761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Gandhara Investments S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 179.325.

Le Bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015190987/10.

(150213765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Grace Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 199.896.598,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 162.209.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190995/10.

(150214083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Annopol Business Park GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 201.300.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of October.

Before the undersigned Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Lafaflour Limited, a company incorporated and existing under the laws of Cyprus, having its registered office at 10, Diomidous Street Alphamega -Akropolis Building, 3rd Floor, office 401, 2024 Nicosia, Cyprus registered with the Registrar of Companies under number HE 326790,

duly represented by Mrs. Virginie Mangeon, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on October 29, 2015.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party have requested the notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée, which it wishes to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There hereby exists among the current owner of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a société à responsabilité limitée under the name of "Annopol Business Park GP S.à r.l." (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 3. Purpose.

3.1. The Company's purpose is the creation, holding, development and realisation of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities of the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, such as any equity instruments, debt instruments, patents and licenses, as well as the administration and control of such portfolio.

3.2. The Company may further:

- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of any director or any other officer or agent of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and

- lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

3.3. The Company may carry out all transactions, which directly or indirectly serve its purpose. Within such purpose, the Company may especially:

- raise funds through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature, subject to the terms and conditions of the law;

- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad; and

- act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

Art. 4. Registered office.

4.1. The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2. Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of managers.

4.3. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.4. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

B. Share capital - Shares - Register of shareholders - Ownership and transfer of shares

Art. 5. Share capital.

5.1. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), consisting of twelve thousand five hundred (12,500) shares having a par value of one euro (EUR 1) each.

5.2. Under the terms and conditions provided by law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3. Any new shares to be paid for in cash will be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares will be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The board of managers shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised. This period may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s), announcing the opening of the subscription. However, the general meeting of shareholders, called to resolve upon an increase of the Company's share capital, may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s). Such resolution shall be adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1. The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same par value.

6.2. The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

6.3. A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital.

6.4. The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.5. The Company may repurchase or redeem its own shares under the condition that the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly.

6.6. The Company's shares are in registered form.

6.7. Fractional shares shall have the same rights on a fractional basis as whole shares, provided that shares shall only be able to vote if the number of fractional shares may be aggregated into one or more whole shares. If there are fractions that do not aggregate into a whole share, such fractions shall not be able to vote.

Art. 7. Register of shareholders.

7.1. A register of shareholders will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shareholders will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, any transfer of shares, the date of notification to or acceptance by the Company of such transfer pursuant to these articles of association as well as any security rights granted on shares.

7.2. Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 8. Ownership and transfer of shares.

8.1. Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shareholders. Certificates of the recordings in the register of shareholders will be issued and signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2. The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of that share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until such a sole owner has been designated.

8.3. The Company's shares are freely transferable among existing shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders, including the transferor, representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least. Unless otherwise provided by law, the shares may not be transmitted by reason of death to non-shareholders, except with the approval of shareholders representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the voting rights of the surviving shareholders at least.

8.4. Any transfer of shares will need to be documented through a transfer agreement in writing under private seal or in notarized form, as the case may be, and such transfer will become effective towards the Company and third parties upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, following which any member of the board of managers may record the transfer in the register of shareholders.

8.5. The Company, through any of its managers, may also accept and enter into the register of shareholders any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent.

C. General meeting of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

9.1. The Shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

9.2. If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole shareholder".

9.3. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

9.4. In case of plurality of shareholders and if the number of shareholders does not exceed twenty-five (25), instead of holding general meetings of shareholders, the shareholders may also vote by resolution in writing, subject to the terms and conditions of the law. To the extent applicable, the provisions of these articles of association regarding general meetings of shareholders shall apply with respect to such vote by resolution in writing.

Art. 10. Convening general meetings of shareholders.

10.1. The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of managers, by the statutory auditor(s), if any, or by shareholders representing in the aggregate more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

10.2. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, an annual general meeting must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting. The annual general meeting of shareholders must be convened within a period of six (6) months from closing the Company's accounts.

10.3. The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.4. If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders - vote by resolution in writing.

11.1. A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of managers. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.2. An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

11.3. Quorum and vote

11.3.1. Each share entitles to one (1) vote.

11.3.2. Unless otherwise provided by law or by these articles of association, resolutions of the shareholders are validly passed when adopted by shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital on first call. If such majority has not been reached on first call, the shareholders shall be convened or consulted for a second time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes validly cast, regardless of the portion of capital represented.

11.4. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

11.5. Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

11.6. Each shareholder may vote at a general meeting of shareholders through a signed voting form sent by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of the meeting as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of or against the proposed

resolution or to abstain from voting thereon by marking with a cross the appropriate box. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders which they relate to.

11.7. The board of managers may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 12. Amendment of the articles of association. Subject to the terms and conditions provided by law, these articles of association may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted by a (i) majority of shareholders (ii) representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least.

Art. 13. Minutes of general meetings of shareholders.

13.1. The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

13.2. The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

13.3. Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

D. Management

Art. 14. Powers of the board of managers.

14.1. The Company shall be managed by one or several managers, who need not to be shareholders of the Company. In case of plurality of managers, the managers shall form a board of managers being the corporate body in charge of the Company's management and representation. The Company may have several classes of managers. To the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole manager".

14.2. The board of managers is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfill the corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of association to the shareholder(s).

14.3. The Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one or several managers or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly as agent of the Company. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of managers.

14.4. The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any persons acting alone or jointly as agents of the Company.

Art. 15. Composition of the board of managers. The board of managers must choose from among its members a chairman of the board of managers. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the board of managers.

Art. 16. Election and removal of managers and term of the office.

16.1. Managers shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their remuneration and term of the office.

16.2. Any manager may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders. A manager, who is also shareholder of the Company, shall not be excluded from voting on his/her/its own revocation.

16.3. Any manager shall hold office until its/his/her successor is elected. Any manager may also be re-elected for successive terms.

Art. 17. Convening meetings of the board of managers.

17.1. The board of managers shall meet upon call by its chairman or by any two (2) of its members at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

17.2. Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each manager in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of managers are present or represented at a meeting of the board of managers or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of association.

Art. 18. Conduct of meetings of the board of managers.

18.1. The chairman of the board of managers shall preside at all meetings of the board of managers. In his/her/its absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore.

18.2. Quorum

The board of managers can deliberate or act validly only if at least half of its members are present or represented at a meeting of the board of managers. In case the Company has several classes of managers, the board of managers can deliberate or act validly only if at least one (1) manager of each class is present or represented at the meeting.

18.3. Vote

Resolutions are adopted with the approval of a majority of votes of the members present or represented at a meeting of the board of managers. The chairman shall not have a casting vote. In case the Company has several classes of managers, resolutions of the board of managers are adopted validly only if such majority contains the affirmative vote by one (1) manager of each class.

18.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing any other manager as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any manager may represent one or several of his/her/its colleagues.

18.5. Any manager who participates in a meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such manager's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the board of managers held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office.

18.6. The board of managers may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all managers on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

18.7. Any manager who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of managers which conflicts with the Company's interest, must inform the board of managers of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant manager may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Where the Company has a sole manager and the sole manager has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction entered into between the sole manager and the Company, which conflicts with the Company's interest, such conflicting interest must be disclosed in the minutes recording the relevant transaction. This article 18.7 shall not be applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 19. Minutes of meetings of the board of managers.

19.1. The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be.

19.2. The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

19.3. Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

Art. 20. Dealings with third parties. The Company will be bound towards third parties in all circumstances (i) by the joint signatures of at least two (2) managers or, as the case may be, (ii) by the signature of the sole manager or (iii) by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated. The Company will be bound towards third parties by the signature of any agent(s) to whom the power in relation to the Company's daily management has been delegated acting alone or jointly, subject to the rules and the limits of such delegation.

E. Supervision

Art. 21. Statutory auditor(s) - independent auditor(s).

21.1. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, its operations shall be supervised by one or several statutory auditors, who may be shareholders or not.

21.2. The general meeting of shareholders shall determine the number of statutory auditors, shall appoint them and shall fix their remuneration and term of the office. A former or current statutory auditor may be reappointed by the general meeting of shareholders.

21.3. Any statutory auditor may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

21.4. The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

21.5. The statutory auditors may be assisted by an expert in order to verify the Company's books and accounts. Such expert must be approved by the Company.

21.6. In case of plurality of statutory auditors, they will form a board of statutory auditors, which must choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a statutory auditor.

Regarding the convening and conduct of meetings of the board of statutory auditors the rules provided in these articles of association relating to the convening and conduct of meetings of the board of managers shall apply.

21.7. If the Company exceeds two (2) of the three (3) criteria provided for in the first paragraph of article 35 of the law of 19 December 2002 regarding the Trade and Companies Register and the accounting and annual accounts of undertakings for the period of time as provided in article 36 of the same law, the statutory auditors will be replaced by one or several independent auditors, chosen among the members of the Institut des réviseurs d'entreprises, to be appointed by the general meeting of shareholders, which determines the duration of his/her/their office.

F. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 22. Financial year. The Company's financial year shall begin on first January of each year and shall terminate on thirty-first December of the same year.

Art. 23. Profits.

23.1. From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

23.2. Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

23.3. In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

23.4. Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these articles of association.

Art. 24. Interim dividends - Share premium.

24.1. The board of managers or the general meeting of shareholders may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's auditor, if any, has stated in his/her report to the board of managers that the first two conditions have been satisfied.

24.2. The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the manager(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

H. Governing law

Art. 26. Governing law. These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended.

Transitional provisions

1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on 31 December 2016.

2) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The subscriber has subscribed the shares to be issued as follows:

1) LafafLOUR Limited, above named, paid twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) in subscription for twelve thousand five hundred (12,500) shares.

Total: twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) paid for twelve thousand five hundred (12,500) shares.

All the shares have been entirely paid-in in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated to be around one thousand six hundred euro (EUR 1,600.-).

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating sole shareholder, represented as here above stated, representing the entire subscribed capital and considering itself as duly convened, has immediately passed the following resolutions:

1. The number of members of the board of managers is fixed at three (3).
2. The following persons are appointed as managers of the Company:
 - a) Mr. Leo H. Chen, born on November 11, 1951 in Hong-Kong SAR with professional address at 2800 Post Oak Boulevard, Suite 4800, Houston, TX 77506, United States of America.
 - b) Mr. Kenneth MacRae, born on 30 May 1962 in Richmond, United Kingdom, with professional address at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
 - c) Mrs. Aneta Bondar, born on January 2, 1983 in Oświęcim, Poland, with professional address at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
3. The managers are appointed for an unlimited period of time.
4. The address of the Company's registered office is set at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with the notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le trentième jour du mois d'octobre.

Par-devant le soussigné Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Lafaflour Limited, une «Limited company» constituée et existante sous les lois de Chypre, ayant son siège social à 10 Diomidous Street Alphamega - Akropolis Building, 3rd Floor, office 401, 2024 Nicosia, Chypre inscrite auprès du «Registrar of Companies» sous le numéro d'inscription HE 326790,

dûment représentée par Mme Virginie Mangeon, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 29 octobre 2015;

La procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire soussigné de dresser l'acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont les statuts seront comme suit:

A. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Nom. Il existe entre le propriétaire actuel des parts sociales et/ou toute personne qui sera un associé dans le futur, une société dans la forme d'une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Annopol Business Park GP S.à r.l.» (la «Société»).

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 3. Objet.

3.1. La Société a pour objet la création, la détention, le développement et la réalisation d'un portfolio se composant de participations et de droits de toute nature, et de toute autre forme d'investissement dans des entités du Grand-duché de Luxembourg et dans des entités étrangères, que ces entités soient déjà existantes ou encore à créer, notamment par souscription, acquisition par achat, vente ou échange de titres ou de droits de quelque nature que ce soit, tels que des titres participatifs, des titres représentatifs d'une dette, des brevets et des licences, ainsi que la gestion et le contrôle de ce portfolio.

3.2. La Société pourra également:

- accorder toute forme de garantie pour l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou de tout directeur ou autre titulaire ou agent de la Société, ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société; et

- accorder des prêts à toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou assister une telle entité de toute autre manière.

3.3. La société peut réaliser toutes les transactions qui serviront directement ou indirectement son objet. Dans le cadre de son objet la Société peut notamment:

- rassembler des fonds, notamment en faisant des emprunts auprès de qui que ce soit ou en émettant tous titres participatifs ou tous titres représentatifs d'une dette, incluant des obligations, en acceptant toute autre forme d'investissement ou en accordant tous droits de toute nature;

- participer à la constitution, au développement et/ou au contrôle de toute entité dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger; et

- agir comme associé/actionnaire responsable indéfiniment ou de façon limitée pour les dettes et engagements de toute société du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 4. Siège social.

4.1. Le siège social de la Société est établi en la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2. Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la même commune par décision du conseil de gérance.

4.3. Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.4. Il peut être créé, par une décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

B. Capital social - Parts sociales - Registre des associés - Propriété et transfert des parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1. La Société a un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500) représenté par douze mille cinq cents (12,500) parts sociales ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.

5.2. Aux conditions et termes prévus par la loi, le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

5.3. Toutes nouvelles parts sociales à payer en espèces seront offertes par préférence aux associés/à l'associé existant (s). Dans le cas où plusieurs associés existent, ces parts sociales seront offertes aux associés en proportion du nombre de parts sociales détenues par eux dans le capital social de la Société. Le conseil de gérance devra déterminer le délai pendant lequel ce droit de souscription préférentiel pourra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à trente (30) jours à compter de la date de l'envoi d'une lettre recommandée aux associés annonçant l'ouverture de la souscription. Toutefois, l'assemblée générale des associés appelée à délibérer sur une augmentation du capital social de la Société, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel des associés/de l'associé existant(s). Une telle décision devra être prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2. La Société peut avoir un ou plusieurs associés, étant précisé que le nombre des associés est limité à quarante (40), sauf disposition contraire de la loi.

6.3. Le droit d'un associé dans les actifs et les bénéfices de la Société est proportionnel au nombre de parts sociales qu'il détient dans le capital social de la Société.

6.4. Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre évènement similaire concernant tout associé ou l'associé unique, le cas échéant, n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.5. La Société pourra racheter ou retirer ses propres parts sociales, sous réserve d'une annulation immédiate des parts sociales rachetées ou retirées et d'une réduction du capital social correspondante.

6.6. Les parts sociales de la Société sont émises sous forme nominative.

6.7. Les fractions de parts sociales auront les mêmes droits que les parts sociales entières sur une base proportionnelle, étant entendu qu'une ou plusieurs parts sociales ne pourront voter que si le nombre des fractions de parts sociales peut être réuni en une ou plusieurs parts sociales. Dans le cas où des fractions de parts sociales ne pourront pas être réunies en une part sociale entière, de telles fractions de parts sociales ne pourront pas voter.

Art. 7. Registre des associés.

7.1. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société et pourra y être consulté par tout associé de la Société. Ce registre contiendra en particulier le nom de chaque associé, son domicile ou son siège social ou son siège principal, le

nombre de parts sociales détenues par tel associé, tout transfert de parts sociales, la date de la notification ou de l'acceptation par la Société de ce transfert conformément aux présents statuts ainsi que toutes garanties accordées sur des parts sociales.

7.2. Chaque associé notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'associé qu'elle a reçue.

Art. 8. Propriété et transfert de parts sociales.

8.1. La preuve du titre de propriété concernant des parts sociales peut être apportée par l'enregistrement d'un associé dans le registre des associés. Des certificats de ces enregistrements pourront être émis et signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, selon le cas, sur requête et aux frais de l'associé en question.

8.2. La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Si une part sociale est détenue par plus d'une personne, ces personnes doivent désigner un mandataire unique qui sera considéré comme le seul propriétaire de la part sociale à l'égard de la Société. Celle-ci a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à une telle part sociale jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant propriétaire unique.

8.3. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné par les associés, y compris le cédant, représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social. Sauf stipulation contraire par la loi, en cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné par les associés, représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) des droits de vote des associés survivants.

8.4. Toute cession de parts sociales doit être documentée par un contrat de cession écrite sous seing privé ou sous forme authentique, le cas échéant, et ce transfert sera opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à la Société ou par l'acceptation de la cession par la Société, suite auxquelles tout gérant peut enregistrer la cession.

8.5. La Société, par l'intermédiaire de n'importe lequel de ses gérants, peut aussi accepter et entrer dans le registre des associés toute cession à laquelle toute correspondance ou tout autre document fait référence et établit les consentements du cédant et du cessionnaire.

C. Assemblée générale des associés

Art. 9. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés.

9.1. Les associés de la Société exercent leurs droits collectifs dans l'assemblée générale des associés, qui constitue un des organes de la Société.

9.2. Si la Société ne possède qu'un seul associé, cet associé exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés. Dans ce cas et lorsque le terme „associé unique" n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence à „l'assemblée générale des associés" utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à „l'associé unique".

9.3. L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la loi et par les présents statuts.

9.4. En cas de pluralité d'associés et si le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25), les associés peuvent, au lieu de tenir une assemblée générale d'associés, voter par résolution écrite, aux termes et conditions prévus par la loi. Le cas échéant, les dispositions des présents statuts concernant les assemblées générales des associés s'appliqueront au vote par résolution écrite.

Art. 10. Convocation de l'assemblée générale des associés.

10.1. L'assemblée générale des associés de la Société peut à tout moment être convoquée par le conseil de gérance, par le(s) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, ou par les associés représentant au moins cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, pour être tenue aux lieux et dates précisés dans l'avis de convocation.

10.2. Si la Société compte plus de vingt cinq (25) associés, une assemblée générale annuelle des associés doit être tenue dans la commune où le siège social de la Société est situé ou dans un autre lieu tel que spécifié dans l'avis de convocation à cette assemblée. L'assemblée générale annuelle des associés doit être convoquée dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture des comptes de la Société.

10.3. L'avis de convocation à toute assemblée générale des associés doit contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, et cet avis doit être envoyé à chaque associé par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la date prévue de l'assemblée.

10.4. Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale des associés peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 11. Conduite de l'assemblée générale des associés - vote par résolution écrite.

11.1. Un bureau de l'assemblée doit être constitué à toute assemblée générale des associés, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'assemblée générale des associés, sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient associés ou membres du conseil de gérance. Le bureau de l'assemblée s'assure spécialement que l'assemblée soit tenue conformément aux règles applicables et, en particulier, en accord avec celles relatives à la convocation, aux exigences de majorité, au décompte des votes et à la représentation des associés.

11.2. Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale des associés.

11.3. Quorum et vote

11.3.1. Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.3.2. Sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts, les résolutions des associés sont valablement prises si elles ont été adoptées par les associés représentant au premier vote plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si cette majorité n'a pas été obtenue au premier vote, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois. Au deuxième vote, les résolutions seront valablement adoptées avec une majorité de voix valablement exprimées, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté.

11.4. Un associé peut agir à toute assemblée générale des associés en désignant une autre personne, associé ou non, comme son mandataire, par procuration écrite et signée, transmise par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, une copie de cette procuration étant suffisante pour la prouver. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les associés.

11.5. Tout associé qui prend part à une assemblée générale des associés par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à l'assemblée s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à l'assemblée, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité.

11.6. Chaque associé peut voter à l'aide d'un bulletin de vote signé en l'envoyant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les associés ne peuvent utiliser que les bulletins de vote qui leur auront été procurés par la Société et qui devront indiquer au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les propositions soumises au vote de l'assemblée, ainsi que pour chaque proposition, trois cases à cocher permettant à l'associé de voter en faveur ou contre la proposition, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des propositions soumises au vote, en cochant la case appropriée. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des associés à laquelle ils se réfèrent.

11.7. Le conseil de gérance peut déterminer toutes les autres conditions à remplir par les associés pour pouvoir prendre part à toute assemblée générale des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Sous réserve des termes et conditions prévus par la loi, les présents statuts peuvent être modifiés par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée par (i) la majorité des associés (ii) représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

Art. 13. Procès-verbaux des assemblées générales des associés.

13.1. Le bureau de toute assemblée générale des associés rédige le procès-verbal de l'assemblée, qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout associé qui en fait la demande.

13.2. De même, l'associé unique, le cas échéant, rédige et signe un procès-verbal de ses décisions.

13.3. Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers, doivent être certifiés conformes à l'original par le notaire ayant la garde de l'acte authentique, dans le cas où l'assemblée a été inscrite dans un acte notarié, ou signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

D. Gestion

Art. 14. Pouvoirs du conseil de gérance.

14.1. La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas nécessairement être des associés. En cas de pluralité de gérants, les gérants constituent un conseil de gérance, étant l'organe chargé de la gérance et de la représentation de la Société. La Société peut avoir différentes catégories de gérants. Dans la mesure où le terme „gérant unique" n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence au „conseil de gérance" utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence au „gérant unique".

14.2. Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour prendre toute action nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, à l'exception des pouvoirs que la loi ou les présents statuts réservent à l'associé/aux associés.

14.3. La gestion journalière de la Société ainsi que représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, peut être déléguée à un ou plusieurs gérants ou à toute autre personne, associé ou non, susceptibles d'agir seuls ou conjointement comme mandataires de la Société. Leur désignation, révocation et pouvoirs sont déterminés par une décision du conseil de gérance.

14.4. La Société pourra également conférer des pouvoirs spéciaux par procuration notariée ou sous seing privé à toute personne agissant seule ou conjointement avec d'autres personnes comme mandataire de la Société.

Art. 15. Composition du conseil de gérance. Le conseil de gérance doit choisir un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut aussi choisir un secrétaire, qui peut n'être ni associé ni membre du conseil de gérance.

Art. 16. Election et révocation des gérants et terme du mandat.

16.1. Les gérants seront élus par l'assemblée générale des associés, qui déterminera leurs émoluments et la durée de leur mandat.

16.2. Tout gérant peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des associés. Un gérant, étant également associé de la Société, ne sera pas exclu du vote sur sa propre révocation.

16.3. Tout gérant exercera son mandat jusqu'à ce que son successeur ait été élu. Tout gérant sortant peut également être réélu pour des périodes successives.

Art. 17. Convocation des réunions du conseil de gérance.

17.1. Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres au lieu indiqué dans l'avis de convocation tel que décrit au prochain alinéa.

17.2. Un avis de convocation écrit à toute réunion du conseil de gérance doit être donné à tous les gérants par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation devra mentionner la nature et les raisons de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment écrit de chaque gérant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie d'un tel document écrit étant suffisante pour le prouver. Un avis de convocation n'est pas non plus requis pour des réunions du conseil de gérance se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance. De même, un tel avis n'est pas requis dans le cas où tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance, ou dans le cas de décisions écrites conformément aux présents statuts.

Art. 18. Conduite des réunions du conseil de gérance.

18.1. Le président du conseil de gérance préside à toute réunion du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut provisoirement élire un autre gérant comme président temporaire.

18.2. Quorum

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Dans l'hypothèse où la Société comprendrait plusieurs catégories de gérants, le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement qu'à la condition qu'au moins un gérant de chaque catégorie soit présent ou représenté à ladite réunion.

18.3. Vote

Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président de la réunion n'a pas de voix prépondérante. Dans l'hypothèse où la Société comprendrait plusieurs catégories de gérants, les décisions du conseil de gérance ne seront prises valablement qu'à la condition que la majorité des votes contienne le vote favorable d'au moins un gérant de chaque catégorie.

18.4. Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant sous forme écrite par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication tout autre gérant comme son mandataire, une copie étant suffisante pour le prouver. Un gérant peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

18.5. Tout gérant qui prend part à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à la réunion s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à cette réunion, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Une réunion qui s'est tenue par les moyens de communication susvisés sera censée s'être tenue au siège social de la Société.

18.6. Le conseil de gérance peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoqué et s'étant régulièrement tenu. Ces résolutions écrites sont adoptées une fois datées et signées par tous les gérants sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie d'une signature originale envoyée par courrier, télécopie, courrier électronique ou toute autre moyen de communication étant considérée comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque gérant, le cas échéant, constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

18.7. Tout gérant qui a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial dans une transaction soumise à l'approbation du conseil de gérance qui est en conflit avec l'intérêt de la Société doit informer le conseil de gérance de ce conflit d'intérêts et doit voir sa déclaration enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Ce gérant ne peut ni participer aux discussions concernant la transaction en cause, ni au vote s'y rapportant. Lorsque la Société a un gérant unique et que, dans une transaction conclue entre la Société et le gérant unique, celui-ci a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, ce conflit d'intérêt doit être divulgué dans le procès-verbal enregistrant la transaction en cause. Le présent article 18.7 ne s'applique pas aux opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 19. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

19.1. Le secrétaire ou, s'il n'a pas été désigné de secrétaire, le président rédige le procès-verbal de toute réunion du conseil de gérance, qui est signé par le président et par le secrétaire, le cas échéant.

19.2. Le gérant unique, le cas échéant, rédige et signe également un procès-verbal de ses résolutions.

19.3. Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers seront signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

Art. 20. Rapports avec les tiers. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée en toute circonstance par (i) la signature conjointe d'au moins deux (2) gérants ou, le cas échéant par (ii) la signature du gérant unique ou par (iii) la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de tout/tous mandataire(s) auquel/auxquels le pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura été délégué, agissant seul ou conjointement, conformément aux règles et aux limites d'une telle délégation.

E. Surveillance de la société

Art. 21. Commissaire(s) aux comptes statutaire(s) - réviseur(s) d'entreprises.

21.1. Si la Société compte plus que vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes statutaires, qui peuvent être des associés ou non.

21.2. L'assemblée générale des associés détermine le nombre de(s) commissaire(s) aux comptes statutaire(s), nomme celui-ci/ceux-ci et fixe la rémunération et la durée de son/leur mandat. Un ancien commissaire aux comptes ou un commissaire aux comptes sortant peut être réélu par l'assemblée générale des associés.

21.3. Tout commissaire aux comptes statutaire peut être démis de ses fonctions à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des associés.

21.4. Les commissaires aux comptes statutaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents de toutes les opérations de la Société.

21.5. Les commissaires aux comptes statutaires peuvent être assistés par un expert pour vérifier les livres et les comptes de la Société. Cet expert doit être approuvé par la Société.

21.6. Dans le cas où il existe plusieurs commissaires aux comptes statutaires, ceux-ci constituent un conseil des commissaires aux comptes, qui devra choisir un président parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui n'a pas à être ni associé, ni commissaire aux comptes. Les règles des présents statuts concernant la convocation et la conduite des réunions du conseil de gérance s'appliquent à la convocation et à la conduite des réunions du conseil des commissaires aux comptes.

21.7. Dans le cas où les associés nomment un ou plusieurs auditeurs indépendants (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)), conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002, telle que modifiée, sur le registre du commerce et des sociétés et la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, l'institution des commissaires aux comptes est supprimée.

F. Exercice social - Bénéfices - Dividendes provisoires

Art. 22. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 23. Bénéfices.

23.1. Sur les bénéfices annuels nets de la Société, au moins cinq pour cent (5 %) seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

23.2. Les sommes allouées à la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'associé en question accepte cette affectation.

23.3. En cas de réduction de capital, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

23.4. Aux conditions et termes prévus par la loi et sur recommandation du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décidera de la manière dont le reste des bénéfices annuels nets sera affecté, conformément à la loi et aux présents statuts.

Art. 24. Dividendes intérimaires - Prime d'émission.

24.1. Le conseil de gérance ou l'assemblée générale des associés pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires, sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant suffisamment de fonds disponibles, (ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faites depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, plus tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, moins des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des statuts présents et (iii) le commissaire aux comptes de la Société, le cas échéant, a considéré dans son rapport au conseil de gérance, que les deux premières conditions ont été satisfaites.

24.2. La prime d'émission, le cas échéant, est librement distribuable aux associés par une résolution des associés/de l'associé ou des gérants/du gérant, sous réserve de toute disposition légale concernant l'inaliénabilité du capital social et de la réserve légale.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des associés qui décide de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun.

H. Loi applicable

Art. 26. Loi applicable. Les présents statuts doivent être lus et interprétés selon le droit luxembourgeois, auquel ils sont soumis. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social de la Société commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2016.

2) Les bénéfices provisoires peuvent aussi être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Toutes les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Lafafloor Limited, susnommée, a payé douze mille cinq cents euros (EUR 12,500) pour une souscription à douze mille cinq cents (12,500) parts sociales

Total: douze mille cinq cents euros (EUR 12,500) payés pour douze mille cinq cents (12,500) parts sociales.

Toutes les parts sociales ont été ainsi entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à environ mille six cents euros (EUR 1.600,-).

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique, représenté comme ci-avant indiqué, représentant l'intégralité du capital social souscrit a pris immédiatement les résolutions suivantes:

1) Le nombre de membres au conseil de gérance a été fixé à trois (3).

2) Les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société:

a) Monsieur Leo H. Chen, né le 11 novembre 1951 à Hong-Kong SAR ayant son adresse professionnelle sise au 2800 Post Oak Boulevard, Suite 4800, Houston, TX 77506, Etats-Unis d'Amérique;

b) Monsieur Kenneth MacRae, né le 30 mai 1962 à Richmond, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle sise au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

c) Madame Aneta Bondar, née le 2 janvier 1983 à Oświęcim, Pologne, ayant son adresse professionnelle sise au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

3) Les gérants sont nommés pour une durée indéterminée.

4) L'adresse du siège social de la Société est fixée au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande de la partie comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. MANGEON, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 04 novembre 2015. Relation: 1LAC/2015/35026. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 novembre 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015181893/712.

(150202741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2015.

ESCF II Holding, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 193.098.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-eighth day of October.

Before us, Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. CBRE ESCF II Management S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 28-28, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, with a share capital of thirteen thousand euro (EUR 13,000), and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 192868 (hereinafter “CBRE ESCF II Management S.à r.l.”),

hereby represented by Maître Paul Zarembo, lawyer, professionally residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy under private seal given on 27 October 2015.

Said proxy, after being signed by the proxyholder and the undersigned notary shall be annexed to the present deed for registration purpose.

And,

2. CBRE European Shopping Centre Fund II S.C.A. SICAV-SIF, a société en commandite par actions qualifying as an investment company with variable share capital established as a specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, having a variable capital and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 193212, represented by its General Partner CBRE ESCF II Management S.à r.l. (hereinafter “CBRE European Shopping Centre Fund II S.C.A. SICAV-SIF”),

hereby represented by Maître Paul Zarembo, prenamed,
by virtue of a proxy under private seal given on 27 October 2015.

Said proxy, after being signed by the proxyholder and the undersigned notary shall be annexed to the present deed for registration purpose.

(CBRE ESCF II Management S.à r.l. together with CBRE European Shopping Centre Fund II S.C.A. SICAV-SIF, hereinafter the “Shareholders”)

The Shareholders have requested the undersigned notary to record that the Shareholders are the sole shareholders of ESCF II Holding, a société en commandite par actions governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary of 28 December 2014, published the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations on 22 January 2015 under number 175, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 193098 (hereinafter, the “Company”). The articles of incorporation of the Company were for the last time amended on 28 August 2015 by a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of the undersigned notary, not published the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations yet.

The meeting was declared open at 6.15 p.m..

The Shareholders, having recognized to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda and declaring to waive their right to be formally convened pursuant to article 14.6 of the articles of incorporation of the Company:

Agenda

1. To consider and approve the proposed amendment of article 3 of the articles of association of the Company to read as follows:

“ 3.1. The Company is formed for the object and purpose, and the nature of the business to be conducted and promoted by the Company is, to acquire, improve, develop, lease, maintain, own, operate, manage, finance, refinance, mortgage, hold, sell, reposition, exchange, administer and otherwise deal in and with its Real Estate Investments and to engage in any other activities necessary, related or incidental thereto, including without limitation, holding and disposing of Interim Investments.

3.2. The Company can invest in Real Estate Investments and Interim Investments directly or through one or more entities that has governing documents that limit its activities to activities that the Company is permitted to engage in.

3.3. “Interim Investments” means cash.

3.4. “Real Estate Investment” means any real property, including buildings, structures or other improvements, equipment or fixtures located thereon or therein and any personal property used in connection therewith, or any long-term leasehold, freehold, licence, right, easement or any other estate or interest (including any development rights) or any pre-emption right with respect to real estate.”

2. To consider and approve the proposed amendment of articles 7.1 and 7.2 of the articles of association of the Company to read as follows:

“ 7.1. The General Partner is authorised and empowered, within the limits of the authorised capital, to issue:

(a) ordinary Shares of the following classes:

- i. class A ordinary shares (the “Class A Shares”);
- ii. class B ordinary shares (the “Class B Shares”);

- iii. class C ordinary shares (the “Class C Shares”);
- iv. class D ordinary shares (the “Class D Shares”);
- v. class E ordinary shares (the “Class E Shares”);
- vi. class F ordinary shares (the “Class F Shares”);
- vii. class G ordinary shares (the “Class G Shares”);
- viii. class H ordinary shares (the “Class H Shares”);
- ix. class I ordinary shares (the “Class I Shares”);

x. class J ordinary shares (the “Class J Shares” and, together with the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares, the Class H Shares, the Class I Shares and the Class J Shares, the “Limited Shares”), which shall be held by the limited shareholders (actionnaires commanditaires) in representation of their limited partnership interest in the Company (the “Limited Shareholders”); and

(b) shares entitled to an additional preferred dividend (the “Promote”) in accordance with article 17 of these Articles of Incorporation (the “P Shares”), which shall be held by the privileged shareholders (the “P Shareholders”).

7.2. The authorised capital of the Company is set at five hundred fifty thousand euro (EUR 550,000.-) (which, for the avoidance of doubt, includes the issued share capital of the Company) divided into fifty thousand (50,000.-) Class A Shares, fifty thousand (50,000.-) Class B Shares, fifty thousand (50,000.-) Class C Shares, fifty thousand (50,000.-) Class D Shares, fifty thousand (50,000.-) Class E Shares, fifty thousand (50,000.-) Class F Shares, fifty thousand (50,000.-) Class G Shares, fifty thousand (50,000.-) Class H Shares, fifty thousand (50,000.-) Class I Shares, forty-four thousand nine hundred ninety-nine (44,999.-) Class J Shares, one (1) GP Share and fifty-five thousand (55,000.-) P Shares. Each authorised share has a nominal value of one euro (EUR 1).”

3. To consider and approve the proposed amendment of article 17 of the articles of association of the Company to read as follows:

“ Art. 17. Distribution of Profits.

17.1 From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the “Legal Reserve”). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

17.2 After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s).

17.3 In respect of each distribution of dividend, the amount allocated to this effect will be allocated and (as the case may be) declared and distributed (i) in the following order of priority (taking into account any adjustments to this mechanism determined from time to time by a unanimous decision of the Limited Shareholders, the P Shareholders and the General Partner in any form) and (ii) provided that the aggregate amount already distributed to or accrued in favour of the Limited Shareholders, in the form of reimbursements, redemptions, capital decreases, interest, dividends or any other form of distribution under any debt or equity instruments granted or subscribed or to be granted or subscribed by the Limited Shareholders from time to time, has reached the amount of the aggregate investment by the Limited Shareholders in any debt or equity instruments granted to or issued by the Company:

(a) The Company shall first declare a distribution of the Promote to the P Shareholders (the “Promote Entitlement”) corresponding to 20% of the excess above a Rate of Return of 9% (either through a decision made by the General Partner, or a decision of the general meeting of Shareholders, in accordance with the Laws) and deposit the amount corresponding to the Promote payable to an escrow account created to this effect (the “Promote Escrow Account”), whereby “Rate of Return” means a rate of return, at the level of CBRE European Shopping Centre Fund II S.C.A. SICAV-SIF (the “Fund”), which equals the discount rate that equates the present value of the distributions made by the Fund to the present value of the drawn capital commitments from its investors; and

(b) Any other profit (not declared under (a)), shall be allocated to the holders of Ordinary Shares and shall be apportioned to the holders of the Ordinary Shares in the following order of priority (the “Profit Entitlement”):

- i. each GP Share shall entitle to a dividend in an amount of the initial subscription price of such GP Share (including nominal value and share premium, if any), then
- ii. each Class A Share shall entitle to a dividend in an amount of one per cent (1%) per annum of the nominal value of such share, then,
- iii. each Class B Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of two per cent (2%) per annum of the nominal value of such share, then,
- iv. each Class C Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of three per cent (3%) per annum of the nominal value of such share, then,
- v. each Class D Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of four per cent (4%) per annum of the nominal value of such share, then,

vi. each Class E Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of five per cent (5%) per annum of the nominal value of such share, then,

vii. each Class F Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of six per cent (6%) per annum of the nominal value of such share, then,

viii. each Class G Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of seven per cent (7%) per annum of the nominal value of such share, then,

ix. each Class H Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of eight per cent (8%) per annum of the nominal value of such share, then,

x. each Class I Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of nine per cent (9%) per annum of the nominal value of such share, then,

xi. each Class J Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of ten per cent (10%) per annum of the nominal value of such share; and

any remaining dividend amount after allocation of the Promote Entitlement and the Profit Entitlement shall be allocated in whole to all the shares forming the then last outstanding class of Limited Shares in reverse alphabetical order (starting from the Class J Shares until the Class A Shares).

17.4 Subject to the conditions fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the General Partner may pay out an advance payment on dividends to the Limited Shareholders, the General Partner and the P Shareholders. The General Partner fixes the amount and the date of payment of any such advance payments.”

have unanimously requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolved to amend article 3 of the articles of incorporation of the Company to read as follows:

“**3.1.** The Company is formed for the object and purpose, and the nature of the business to be conducted and promoted by the Company is, to acquire, improve, develop, lease, maintain, own, operate, manage, finance, refinance, mortgage, hold, sell, reposition, exchange, administer and otherwise deal in and with its Real Estate Investments and to engage in any other activities necessary, related or incidental thereto, including without limitation, holding and disposing of Interim Investments.

3.2. The Company can invest in Real Estate Investments and Interim Investments directly or through one or more entities that has governing documents that limit its activities to activities that the Company is permitted to engage in.

3.3. “Interim Investments” means cash.

3.4. “Real Estate Investment” means any real property, including buildings, structures or other improvements, equipment or fixtures located thereon or therein and any personal property used in connection therewith, or any long-term leasehold, freehold, licence, right, easement or any other estate or interest (including any development rights) or any pre-emption right with respect to real estate.”

Second resolution

The Shareholders resolved to amend articles 7.1 and 7.2 of the articles of incorporation of the Company to read as follows:

“**7.1.** The General Partner is authorised and empowered, within the limits of the authorised capital, to issue:

(a) ordinary Shares of the following classes:

ii. class B ordinary shares (the “Class B Shares”);

iii. class C ordinary shares (the “Class C Shares”);

iv. class D ordinary shares (the “Class D Shares”);

v. class E ordinary shares (the “Class E Shares”);

vi. class F ordinary shares (the “Class F Shares”);

vii. class G ordinary shares (the “Class G Shares”);

viii. class H ordinary shares (the “Class H Shares”);

ix. class I ordinary shares (the “Class I Shares”);

x. Class J ordinary shares (the “Class J Shares” and, together with the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares, the Class H Shares, the Class I Shares and the Class J Shares, the “Limited Shares”), which shall be held by the limited shareholders (actionnaires commanditaires) in representation of their limited partnership interest in the Company (the “Limited Shareholders”); and

(b) shares entitled to an additional preferred dividend (the “Promote”) in accordance with article 17 of these Articles of Incorporation (the “P Shares”), which shall be held by the privileged shareholders (the “P Shareholders”).

7.2. The authorised capital of the Company is set at five hundred fifty thousand euro (EUR 550,000.-) (which, for the avoidance of doubt, includes the issued share capital of the Company) divided into fifty thousand (50,000.-) Class A Shares,

fifty thousand (50,000.-) Class B Shares, fifty thousand (50,000.-) Class C Shares, fifty thousand (50,000.-) Class D Shares, fifty thousand (50,000.-) Class E Shares, fifty thousand (50,000.-) Class F Shares, fifty thousand (50,000.-) Class G Shares, fifty thousand (50,000.-) Class H Shares, fifty thousand (50,000.-) Class I Shares, forty-four thousand nine hundred ninety-nine (44,999.-) Class J Shares, one (1) GP Share and fifty-five thousand (55,000.-) P Shares. Each authorised share has a nominal value of one euro (EUR 1).”

Third resolution

The Shareholders resolved to amend article 17 of the articles of incorporation of the Company to read as follows:

“ Art. 17. Distribution of Profits.

17.1 From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the “Legal Reserve”). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

17.2 After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s).

17.3 In respect of each distribution of dividend, the amount allocated to this effect will be allocated and (as the case may be) declared and distributed (i) in the following order of priority (taking into account any adjustments to this mechanism determined from time to time by a unanimous decision of the Limited Shareholders, the P Shareholders and the General Partner in any form) and (ii) provided that the aggregate amount already distributed to or accrued in favour of the Limited Shareholders, in the form of reimbursements, redemptions, capital decreases, interest, dividends or any other form of distribution under any debt or equity instruments granted or subscribed or to be granted or subscribed by the Limited Shareholders from time to time, has reached the amount of the aggregate investment by the Limited Shareholders in any debt or equity instruments granted to or issued by the Company:

(a) The Company shall first declare a distribution of the Promote to the P Shareholders (the “Promote Entitlement”) corresponding to 20% of the excess above a Rate of Return of 9% (either through a decision made by the General Partner, or a decision of the general meeting of Shareholders, in accordance with the Laws) and deposit the amount corresponding to the Promote payable to an escrow account created to this effect (the “Promote Escrow Account”), whereby “Rate of Return” means a rate of return, at the level of CBRE European Shopping Centre Fund II S.C.A. SICAV-SIF (the “Fund”), which equals the discount rate that equates the present value of the distributions made by the Fund to the present value of the drawn capital commitments from its investors; and

(b) Any other profit (not declared under (a)), shall be allocated to the holders of Ordinary Shares and shall be apportioned to the holders of the Ordinary Shares in the following order of priority (the “Profit Entitlement”):

i. each GP Share shall entitle to a dividend in an amount of the initial subscription price of such GP Share (including nominal value and share premium, if any), then

ii. each Class A Share shall entitle to a dividend in an amount of one per cent (1%) per annum of the nominal value of such share, then,

iii. each Class B Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of two per cent (2%) per annum of the nominal value of such share, then,

iv. each Class C Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of three per cent (3%) per annum of the nominal value of such share, then,

v. each Class D Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of four per cent (4%) per annum of the nominal value of such share, then,

vi. each Class E Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of five per cent (5%) per annum of the nominal value of such share, then,

vii. each Class F Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of six per cent (6%) per annum of the nominal value of such share, then,

viii. each Class G Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of seven per cent (7%) per annum of the nominal value of such share, then,

ix. each Class H Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of eight per cent (8%) per annum of the nominal value of such share, then,

x. each Class I Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of nine per cent (9%) per annum of the nominal value of such share, then,

xi. each Class J Share (if any) shall entitle to a dividend in an amount of ten per cent (10%) per annum of the nominal value of such share; and

any remaining dividend amount after allocation of the Promote Entitlement and the Profit Entitlement shall be allocated in whole to all the shares forming the then last outstanding class of Limited Shares in reverse alphabetical order (starting from the Class J Shares until the Class A Shares).

17.4 Subject to the conditions fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the General Partner may pay out an advance payment on dividends to the Limited Shareholders, the General Partner and the P Shareholders. The General Partner fixes the amount and the date of payment of any such advance payments.”

There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned at 6.30 p.m..

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version on request of the same parties and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the undersigned notary by surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-huit octobre,

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1. CBRE ESCF II Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de treize mille euros (13.000,- EUR), dont le siège social est sis au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192868 (ci-après “CBRE ESCF II Management S.à r.l.”),

représentée par Maître Paul Zarembo, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 27 octobre 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Et,

2. CBRE European Shopping Centre Fund II S.C.A. SICAV-SIF, une société en commandite par action sous la forme d'une SICAV-SIF, régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est sis au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, ayant un capital variable et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193212, représentée par son associé commandité et gérant CBRE ESCF II Management S.à r.l. (ci-après “CBRE European Shopping Centre Fund II S.C.A. SICAV-SIF”),

représentée par Maître Paul Zarembo, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 27 octobre 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

(CBRE ESCF II Management S.à r.l. et CBRE European Shopping Centre Fund II S.C.A. SICAV-SIF, ci-après les “Associés”)

Les associés ont requis le notaire instrumentant d'acter que les Associés sont les seuls associés de ESCF II Holding, une société en commandite par action régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est au sis 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, constituée suivant acte du notaire soussigné en date du 28 décembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations le 22 janvier 2015 sous le numéro 175, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193098 (ci-après, la “Société”). Les statuts de la Société ont pour la dernière fois été modifiés en date du 28 août 2015 suivant acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement du notaire soussigné, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 18.15 heures.

Les Associés, reconnaissant avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée tel que décrit ci-dessous, et déclarant renoncer à leur droit de recevoir une convocation préalable conformément à l'article 14.6 des statuts de la Société:

Agenda

1. Examen et approbation de la proposition de modification de l'article 3 des statuts de la Société comme suit:

“ 3.1. La Société est constituée dans le but, et son objet et la nature de ses activités sont, d'acquérir, d'améliorer, de développer, de louer, de maintenir, de posséder, d'exploiter, de gérer, de financer, re-financer, placer en hypothèque, détenir, vendre, repositionner, échanger, administrer et conclure tout autre type d'accord concernant les Investissements Immobiliers, et d'opérer toute autre activité nécessaire, liée ou accessoire à celles-ci, y-compris mais sans limitation, détenir et céder des Investissements Temporaires.

3.2. La Société peut investir dans des Investissements Immobiliers et des Investissements Temporaires directement ou par l'intermédiaire d'une ou plusieurs entités dont les documents constitutifs limitent les activités aux activités dans lesquelles la Société est engagée.

3.3. "Investissements Temporaires" signifie des liquidités.

3.4. "Investissement Immobilier" signifie toute propriété immobilière, incluant des bâtiments, des structures et toute amélioration, tout équipement ou aménagement situé sur ce bien ou à l'intérieur et tout bien meuble utilisé en connexion avec cet investissement, ainsi que toute location à long terme, pleine propriété, autorisation, droit, servitude ou tout autre droit de propriété ou intérêt (y compris tout droit de construction) ou tout droit de préemption ayant pour objet un bien immobilier.

2. Examen et approbation de la proposition de modification des articles 7.1 et 7.2 des statuts de la Société comme suit:

« **7.1.** L'Associé Commandité est autorisé et a tous pouvoirs, dans les limites du capital autorisé, pour émettre:

(a) des Actions ordinaires des classes suivantes:

- i. actions ordinaires de classe A (les «Actions de Classe A»)
- ii. actions ordinaires de classe B (les «Actions de Classe B»)
- iii. actions ordinaires de classe C (les «Actions de Classe C»)
- iv. actions ordinaires de classe D (les «Actions de Classe D»)
- v. actions ordinaires de classe E (les «Actions de Classe E»)
- vi. actions ordinaires de classe F (les «Actions de Classe F»)
- vii. actions ordinaires de classe G (les «Actions de Classe G»)
- viii. actions ordinaires de classe H (les «Actions de Classe H»)
- ix. actions ordinaires de classe I (les «Actions de Classe I»)

x. actions ordinaires de classe J (les «Actions de Classe J» et, ensemble avec les Actions de Classe A, les Actions de Classe B, les Actions de Classe C, les Actions de Classe D, les Actions de Classe E, les Actions de Classe F, les Actions de Classe G, les Actions de Classe H, les Actions de Classe I, les Actions de Classe J, les «Actions de Commanditaires») sont détenues par les Actionnaires Commanditaires en représentation de leur responsabilité limitée dans la Société; et

(b) des actions donnant droit à un dividende préférentiel additionnel déterminé en accord avec les stipulations de l'Article 17 des présents Statuts (les «Actions de Classe P»), qui doivent être détenues par les actionnaires privilégiés (les «Actionnaires Privilégiés»).

7.2. Le capital autorisé de la Société est fixé à cinq cent cinquante mille euros (EUR 550.000,-) (qui, pour éviter tout doute, comprend le capital émis de la Société) divisé en cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe A, cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe B, cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe C, cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe D, cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe E, cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe F, cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe G, cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe H, cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe I, quarante-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (44.999,-) Actions de Classe J, une (1,-) Action de Classe GP et cinquante-cinq mille (55.000,-) Actions de Classe P. Chaque action autorisée a une valeur nominale de un euro (EUR 1,-).»

3. Examen et approbation de la proposition de modification de l'article 17 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 17. Distribution des bénéfices.**

17.1 Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément aux Lois. Toute affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

17.2 Après affectation à la Réserve Légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets, en versant la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau, soit ou en le distribuant avec les profits reportés, les réserves distribuables ou la prime d'émission, aux actionnaires.

17.3 En cas de distribution de revenus, les montants alloués à cet effet devront être affectés et (le cas échéant) déclarés et distribués (i) selon l'ordre de priorité suivant (en prenant en compte tout ajustement à ce mécanisme pouvant être déterminé par décision des Associés Commanditaires, des détenteurs d'Actions de Classe P et de l'Associé Commandité) et (ii) à condition que le montant total déjà distribué ou accumulé en faveur des Associés Commanditaires, sous la forme de remboursements, de rachats, de diminutions de capital, d'intérêts, de dividendes ou de toute autre forme de distribution en vertu d'instruments de dette ou de participation accordés ou souscrits ou à accorder ou souscrire par les Associés Commanditaires de temps à autre, ait atteint le montant de l'investissement global par ces Associés Commanditaires dans tous les instruments de dette ou de participation accordés ou émis par la Société:

(a) La Société doit en premier lieu distribuer une prime aux Actionnaires Privilégiés (le «Droit à la Prime») correspondant à 20 % du montant excédant un Taux de Rendement de 9 % (soit par la voie d'une décision de l'Associé Commandité, soit par la voie d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires, conformément aux Lois) et déposer le montant cumulé

correspondant à la Prime payable sur un compte créé à cet effet (le «Compte d'Accumulation de la Prime»), par lequel «Taux de Rendement» signifie un taux de rendement, au niveau de CBRE European Shopping Centre Fund II S.C.A. SICAV-SIF (le «Fonds»), égal au taux d'actualisation qui égalise la valeur actuelle des distributions versées par le Fonds à la valeur actuelle des engagements en capital tirés de ses investisseurs, et

(b) Tout autre bénéfice (non déclaré sous (a)) devra être affecté au profit des détenteurs d'Actions Ordinaires et être réparti aux Actionnaires Commanditaires selon l'ordre de priorité suivant (le «Droit au Profit»):

i. chaque Action de Classe GP donne droit à un dividende correspondant au montant de souscription de cette Action de Classe GP (incluant la valeur nominale et la potentielle prime d'émission), puis

ii. chaque Action de Classe A donne droit à un dividende d'un montant de un pour cent (1%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

iii. chaque Action de Classe B donne droit à un dividende d'un montant de deux pour cent (2%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

iv. chaque Action de Classe C donne droit à un dividende d'un montant de trois pour cent (3%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

v. chaque Action de Classe D donne droit à un dividende d'un montant de quatre pour cent (4%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

vi. chaque Action de Classe E donne droit à un dividende d'un montant de cinq pour cent (5 %) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

vii. chaque Action de Classe F donne droit à un dividende d'un montant de six pour cent (6%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

viii. chaque Action de Classe G donne droit à un dividende d'un montant de sept pour cent (7%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

ix. chaque Action de Classe H donne droit à un dividende d'un montant de huit pour cent (8%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

x. chaque Action de Classe I donne droit à un dividende d'un montant de neuf pour cent (9%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

xi. chaque Action de Classe J donne droit à un dividende d'un montant de dix pour cent (10%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

le montant restant après allocation du Droit à la prime et du Droit au Profit est totalement affecté à toutes les classes d'actions de Commanditaires non liquidées de manière inverse à l'ordre alphabétique (en commençant par les Actions de Classes J jusqu'au Actions de Classe A).

17.4 Sous réserve des conditions fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, l'Associé Commandité peut procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux détenteurs d'Actions Ordinaires, aux détenteurs d'Actions de Classe GP et aux Détenteurs d'Actions de Classe P. L'Associé Commandité déterminera le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes».

ont unanimement requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont approuvé la modification de l'article 3 des statuts de la Société qui sera lu comme suit:

« **3.1.** La Société est constituée dans le but, et son objet et la nature de ses activités sont, d'acquérir, d'améliorer, de développer, de louer, de maintenir, de posséder, d'exploiter, de gérer, de financer, re-financer, placer en hypothèque, détenir, vendre, repositionner, échanger, administrer et conclure tout autre type d'accord concernant les Investissements Immobiliers, et d'opérer toute autre activité nécessaire, liée ou accessoire à celles-ci, y-compris mais sans limitation, détenir et céder des Investissements Temporaires.

3.2. La Société peut investir dans des Investissements Immobiliers et des Investissements Temporaires directement ou par l'intermédiaire d'une ou plusieurs entités dont les documents constitutifs limitent les activités aux activités dans lesquelles la Société est engagée.

3.3. "Investissements Temporaires" signifie des liquidités.

3.4. "Investissement Immobilier" signifie toute propriété immobilière, incluant des bâtiments, des structures et toute amélioration, tout équipement ou aménagement situé sur ce bien ou à l'intérieur et tout bien meuble utilisé en connexion avec cet investissement, ainsi que toute location à long terme, pleine propriété, autorisation, droit, servitude ou tout autre droit de propriété ou intérêt (y compris tout droit de construction) ou tout droit de préemption ayant pour objet un bien immobilier

Deuxième résolution

Les Associés ont approuvé la modification des articles 7.1 et 7.2 des statuts de la Société qui seront lus comme suit:

« **7.1.** L'Associé Commandité est autorisé et a tous pouvoirs, dans les limites du capital autorisé, pour émettre:

(a) des Actions ordinaires des classes suivantes:

- i. actions ordinaires de classe A (les «Actions de Classe A»)
- ii. actions ordinaires de classe B (les «Actions de Classe B»)
- iii. actions ordinaires de classe C (les «Actions de Classe C»)
- iv. actions ordinaires de classe D (les «Actions de Classe D»)
- v. actions ordinaires de classe E (les «Actions de Classe E»)
- vi. actions ordinaires de classe F (les «Actions de Classe F»)
- vii. actions ordinaires de classe G (les «Actions de Classe G»)
- viii. actions ordinaires de classe H (les «Actions de Classe H»)
- ix. actions ordinaires de classe I (les «Actions de Classe I»)

x. actions ordinaires de classe J (les «Actions de Classe J», et, ensemble avec les Actions de Classe A, les Actions de Classe B, les Actions de Classe C, les Actions de Classe D, les Actions de Classe E, les Actions de Classe F, les Actions de Classe G, les Actions de Classe H, les Actions de Classe I, les Actions de Classe J, les «Actions de Commanditaires») sont détenues par les Actionnaires Commanditaires en représentation de leur responsabilité limitée dans la Société.

(b) des actions donnant droit à un dividende préférentiel additionnel déterminé en accord avec les stipulations de l'Article 17 des présents Statuts (les «Actions de Classe P»), qui doivent être détenues par les actionnaires privilégiés (les «Actionnaires Privilégiés»).

7.2. Le capital autorisé de la Société est fixé à cinq cent cinquante mille euros (EUR 550.000,-) divisé en cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe A, cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe B, cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe C, cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe D, cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe E, cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe F, cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe G, cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe H, cinquante mille (50.000,-) Actions de Classe I, quarante-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (44.999,-) Actions de Classe J, une (1,-) Action de Classe GP et cinquante-cinq mille (55.000,-) Actions de Classe P. Chaque action autorisée a une valeur nominale de un euro (EUR 1,-).»

Troisième résolution

Les Associés ont approuvé la modification de l'article 17 des statuts de la Société qui sera désormais lu comme suit:

« Art. 17. Distribution des bénéfices.

17.1 Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément aux Lois. Toute affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

17.2 Après affectation à la Réserve Légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets, en versant la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau, soit ou en le distribuant avec les profits reportés, les réserves distribuables ou la prime d'émission, aux actionnaires.

17.3 En cas de distribution de revenus, les montants alloués à cet effet devront être affectés et (le cas échéant) déclarés et distribués (i) selon l'ordre de priorité suivant (en prenant en compte tout ajustement à ce mécanisme pouvant être déterminé par décision des Associés Commanditaires, des détenteurs d'Actions de Classe P et de l'Associé Commandité) et (ii) à condition que le montant total déjà distribué ou accumulé en faveur des Associés Commanditaires, sous la forme de remboursements, de rachats, de diminutions de capital, d'intérêts, de dividendes ou de toute autre forme de distribution en vertu d'instruments de dette ou de participation accordés ou souscrits ou à accorder ou souscrire par les Associés Commanditaires de temps à autre, ait atteint le montant de l'investissement global par ces Associés Commanditaires dans tous les instruments de dette ou de participation accordés ou émis par la Société:

(a) La Société doit en premier lieu distribuer une prime aux Actionnaires Privilégiés (le «Droit à la Prime») correspondant à 20 % du montant excédant un Taux de Rendement de 9 % (soit par la voie d'une décision de l'Associé Commandité, soit par la voie d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires, conformément aux Lois) et déposer le montant cumulé correspondant à la Prime payable sur un compte créé à cet effet (le «Compte d'Accumulation de la Prime»), par lequel «Taux de Rendement» signifie un taux de rendement, au niveau de CBRE European Shopping Centre Fund II S.C.A. SICAV-SIF (le «Fonds»), égal au taux d'actualisation qui égalise la valeur actuelle des distributions versées par le Fonds à la valeur actuelle des engagements en capital tirés de ses investisseurs, et

(b) Tout autre bénéfice (non déclaré sous (a)) devra être affecté au profit des détenteurs d'Actions Ordinaires et être réparti aux Actionnaires Commanditaires selon l'ordre de priorité suivant (le «Droit au Profit»):

- i. chaque Action de Classe GP donne droit à un dividende correspondant au montant de souscription de cette Action de Classe GP (incluant la valeur nominale et la potentielle prime d'émission), puis
- ii. chaque Action de Classe A donne droit à un dividende d'un montant de un pour cent (1%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis
- iii. chaque Action de Classe B donne droit à un dividende d'un montant de deux pour cent (2%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

iv. chaque Action de Classe C donne droit à un dividende d'un montant de trois pour cent (3%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

v. chaque Action de Classe D donne droit à un dividende d'un montant de quatre pour cent (4%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

vi. chaque Action de Classe E donne droit à un dividende d'un montant de cinq pour cent (5 %) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

vii. chaque Action de Classe F donne droit à un dividende d'un montant de six pour cent (6%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

viii. chaque Action de Classe G donne droit à un dividende d'un montant de sept pour cent (7%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

ix. chaque Action de Classe H donne droit à un dividende d'un montant de huit pour cent (8%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

x. chaque Action de Classe I donne droit à un dividende d'un montant de neuf pour cent (9%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

xi. chaque Action de Classe J donne droit à un dividende d'un montant de dix pour cent (10%) per annum de la valeur nominale de ces actions, puis

le montant restant après allocation du Droit à la prime et du Droit au Profit est totalement affecté à toutes les classes d'actions de Commanditaires non liquidées de manière inverse à l'ordre alphabétique (en commençant par les Actions de Classes J jusqu'au Actions de Classe A).

17.4 Sous réserve des conditions fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, l'Associé Commandité peut procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux détenteurs d'Actions Ordinaires, aux détenteurs d'Actions de Classe GP et aux Détenteurs d'Actions de Classe P. L'Associé Commandité déterminera le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes».

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée a pris fin à 18.30 heures.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des parties comparantes ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connu(e) du notaire soussigné par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: P. Zaremba, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 4 novembre 2015. GAC/2015/9394. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 9 novembre 2015.

Référence de publication: 2015182193/489.

(150202693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2015.

Financière Verdi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.460.136,10.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, Avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 187.420.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth day of October.

Before us, Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Financière Verdi S.à r.l., a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 187420 (the "Company"), incorporated pursuant to deed of the undersigned notary on 23 May 2014 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2085 on 7 August 2014. The articles of association of the Company were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 11 September 2014 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°3185 on 30 October 2014.

The meeting opens at 4.50 p.m. CET with Thomas Morana, residing professionally in Luxembourg in the chair.

The chairman designates Caroline Ronfort, residing professionally in Luxembourg as secretary.

The meeting elects Caroline Ronfort, residing professionally in Luxembourg as scrutineer.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

(1) Increase of the Company's share capital by an amount of one million two hundred ten thousand one hundred thirty-six Euro and ten Euro Cents (EUR 1,210,136.10) from its current amount of two hundred fifty thousand Euro (EUR 250,000) to one million four hundred sixty thousand one hundred thirty-six Euro and ten Euro Cents (EUR 1,460,136.10) through the issue of twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class A shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class B shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class C shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class D shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class E shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class F shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class G shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class H shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class I shares and twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class J shares, with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each.

(2) Subsequent amendment of article 6.1.1 of the articles of association of the Company.

(3) Miscellaneous.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialed ne varietur by the appearing parties will also remain annexed to this deed.

III. That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

The general meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The extraordinary general meeting of the Company resolves to increase the Company's share capital by an amount of one million two hundred ten thousand one hundred thirty-six Euro and ten Euro Cents (EUR 1,210,136.10) so as to raise it from its current amount of two hundred fifty thousand Euro (EUR 250,000) to one million four hundred sixty thousand one hundred thirty-six Euro and ten Euro Cents (EUR 1,460,136.10) through the issue of twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class A shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class B shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class C shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class D shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class E shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class F shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class G shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class H shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class I shares and twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class J shares, with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each.

Subscription and payment

The twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class A shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class B shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class C shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class D shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class E shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class F shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class G shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class H shares, twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class I shares and twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one (12,101,361) class J shares newly issued have been subscribed and entirely paid-up as follows:

- CVC European Equity Partners V (A) L.P., an exempted limited partnership organized under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands and

registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, under number WK-22056, represented by its general partner CVC European Equity V Limited, a limited company organised under the laws of Jersey, having its registered office at the 1, Waverley Place, Union Street, St. Helier, Jersey JE1 1SG, Channel Islands and registered with the Jersey Financial Services Commission under number 99031 (“CVC European Equity V Limited”), subscribed for three million seven hundred seventy-nine thousand five hundred fourteen (3,779,514) class A shares, three million seven hundred seventy-nine thousand five hundred fourteen (3,779,514) class B shares, three million seven hundred seventy-nine thousand five hundred fourteen (3,779,514) class C shares, three million seven hundred seventy-nine thousand five hundred fourteen (3,779,514) class D shares, three million seven hundred seventy-nine thousand five hundred fourteen (3,779,514) class E shares, three million seven hundred seventy-nine thousand five hundred fourteen (3,779,514) class F shares, three million seven hundred seventy-nine thousand five hundred fourteen (3,779,514) class G shares, three million seven hundred seventy-nine thousand five hundred fourteen (3,779,514) class H shares, three million seven hundred seventy-nine thousand five hundred fourteen (3,779,514) class I shares and three million seven hundred seventy-nine thousand five hundred fourteen (3,779,514) class J shares, that were paid through a contribution in cash of an amount of three million seven hundred seventy-nine thousand five hundred fourteen Euro (EUR 3,779,514) consisting of three hundred seventy-seven thousand nine hundred fifty-one Euro and forty Euro Cents (EUR 377,951.40) for the share capital and three million four hundred one thousand five hundred sixty-two Euro and sixty Euro Cents (EUR 3,401,562.60) for the share premium;

- CVC European Equity Partners V (B) L.P., an exempted limited partnership organized under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands and registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, under number WK-24527, represented by its general partner CVC European Equity V Limited, prenamed, subscribed for three million seven hundred sixty-four thousand two hundred one (3,764,201) class A shares, three million seven hundred sixty-four thousand two hundred one (3,764,201) class B shares, three million seven hundred sixty-four thousand two hundred one (3,764,201) class C shares, three million seven hundred sixty-four thousand two hundred one (3,764,201) class D shares, three million seven hundred sixty-four thousand two hundred one (3,764,201) class E shares, three million seven hundred sixty-four thousand two hundred one (3,764,201) class F shares, three million seven hundred sixty-four thousand two hundred one (3,764,201) class G shares, three million seven hundred sixty-four thousand two hundred one (3,764,201) class H shares, three million seven hundred sixty-four thousand two hundred one (3,764,201) class I shares and three million seven hundred sixty-four thousand two hundred one (3,764,201) class J shares, that were paid through a contribution in cash of an amount of three million seven hundred sixty-four thousand two hundred one Euro (EUR 3,764,201) consisting of three hundred seventy-six thousand four hundred twenty Euro and ten Euro Cent (EUR 376,420.10) for the share capital and three million three hundred eighty-seven thousand seven hundred eighty Euro and ninety Euro Cents (EUR 3,387,780.90) for the share premium;

- CVC European Equity Partners V (C) L.P., an exempted limited partnership organized under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands and registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, under number WK-24524, represented by its general partner CVC European Equity V Limited, prenamed, subscribed for three million nine hundred sixty-two thousand one hundred sixty-nine (3,962,169) class A shares, three million nine hundred sixty-two thousand one hundred sixty-nine (3,962,169) class B shares, three million nine hundred sixty-two thousand one hundred sixty-nine (3,962,169) class C shares, three million nine hundred sixty-two thousand one hundred sixty-nine (3,962,169) class D shares, three million nine hundred sixty-two thousand one hundred sixty-nine (3,962,169) class E shares, three million nine hundred sixty-two thousand one hundred sixty-nine (3,962,169) class F shares, three million nine hundred sixty-two thousand one hundred sixty-nine (3,962,169) class G shares, three million nine hundred sixty-two thousand one hundred sixty-nine (3,962,169) class H shares, three million nine hundred sixty-two thousand one hundred sixty-nine (3,962,169) class I shares and three million nine hundred sixty-two thousand one hundred sixty-nine (3,962,169) class J shares, that were paid through a contribution in cash of an amount of three million nine hundred sixty-two thousand one hundred sixty-nine Euro (EUR 3,962,169) consisting of three hundred ninety-six thousand two hundred sixteen Euro and ninety Euro Cents (EUR 396,216.90) for the share capital and three million five hundred sixty-five thousand nine hundred fifty-two Euro and ten Euro Cents (EUR 3,565,952.10) for the share premium;

- CVC European Equity Partners V (D) L.P., an exempted limited partnership organized under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands and registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, under number WK-25044, represented by its general partner CVC European Equity V Limited, prenamed, subscribed for two hundred eighty-one thousand four hundred seventy-four (281,474) class A shares, two hundred eighty-one thousand four hundred seventy-four (281,474) class B shares, two hundred eighty-one thousand four hundred seventy-four (281,474) class C shares, two hundred eighty-one thousand four hundred seventy-four (281,474) class D shares, two hundred eighty-one thousand four hundred seventy-four (281,474) class E shares, two hundred eighty-one thousand four hundred seventy-four (281,474) class F shares, two hundred eighty-one thousand four hundred seventy-four (281,474) class G shares, two hundred eighty-one thousand four hundred seventy-four (281,474) class H shares, two hundred eighty-one thousand four hundred seventy-four (281,474) class I shares and two hundred eighty-one thousand four hundred seventy-four (281,474) class J shares, that were paid through a contribution in cash of an amount of two hundred eighty-one thousand four hundred seventy-four Euro (EUR 281,474) consisting of twenty-eight thousand one hundred forty-seven Euro and forty Euro Cents (EUR 28,147.40) for the

share capital and two hundred fifty-three thousand three hundred twenty-six Euro and sixty Euro Cents (EUR 253,326.60) for the share premium; and

- CVC European Equity Partners V (E) L.P., an exempted limited partnership organized under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands and registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, under number WK-25043, represented by its general partner CVC European Equity V Limited, prenamed, subscribed for three hundred fourteen thousand three (314,003) class A shares, three hundred fourteen thousand three (314,003) class B shares, three hundred fourteen thousand three (314,003) class C shares, three hundred fourteen thousand three (314,003) class D shares, three hundred fourteen thousand three (314,003) class E shares, three hundred fourteen thousand three (314,003) class F shares, three hundred fourteen thousand three (314,003) class G shares, three hundred fourteen thousand three (314,003) class H shares, three hundred fourteen thousand three (314,003) class I shares and three hundred fourteen thousand three (314,003) class J shares, that were paid through a contribution in cash of an amount of three hundred fourteen thousand three Euro (EUR 314,003) consisting of thirty-one thousand four hundred Euro and thirty Euro Cents (EUR 31,400.30) for the share capital and two hundred eighty-two thousand six hundred two Euro and seventy Euro Cents (EUR 282,602.70) for the share premium.

The shares so subscribed have been fully paid-up by a contribution in cash amounting to twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one Euro (EUR 12,101,361) of which an amount of one million two hundred ten thousand one hundred thirty-six Euro and ten Euro Cents (EUR 1,210,136.10) is allocated to the share capital of the Company and an amount of ten million eight hundred ninety-one thousand two hundred twenty-four Euro and ninety Euro Cents (EUR 10,891,224.90) is allocated to the share premium of the Company.

The total contribution in the amount of twelve million one hundred one thousand three hundred sixty-one Euro (EUR 12,101,361) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the above resolutions, the extraordinary general meeting of the Company resolves to amend Article 6.1.1 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

" **6.1.1.** The Company's corporate capital is fixed at one million four hundred sixty thousand one hundred thirty-six Euro and ten Euro Cents (EUR 1,460,136.10), represented by one hundred forty-six million thirteen thousand six hundred ten (146,013,610) shares (parts sociales) divided into classes as follows:

CLASS OF SHARES	NUMBER OF SHARES
Class A Shares	14,601,361
Class B Shares	14,601,361
Class C Shares	14,601,361
Class D Shares	14,601,361
Class E Shares	14,601,361
Class F Shares	14,601,361
Class G Shares	14,601,361
Class H Shares	14,601,361
Class I Shares	14,601,361
Class J Shares	14,601,361
Total	146,013,610

(the "Shares", each a "Share") each Share with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01), all fully subscribed and entirely paid up and with such rights and obligations as set out in the present Articles."

There being no further business, the meeting is closed at 5.30 CET.

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at EUR 3,300.-.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède.

L'an deux mille quinze, le vingt-huitième jour du mois d'octobre.

Par devant nous, Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

a été tenue

L'assemblée générale extraordinaire des associés de Financière Verdi S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187420 (la «Société»), constituée suivant un acte reçu par le notaire soussigné, en date du 23 mai 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2085 le 7 août 2014. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte reçu par le notaire soussigné, en date du 11 septembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 3185 le 30 octobre 2014.

L'assemblée générale est ouverte à 16.50 h sous la présidence de Thomas Morana, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne Caroline Ronfort, résidant professionnellement à Luxembourg, comme secrétaire.

L'assemblée générale choisit Caroline Ronfort, résidant professionnellement à Luxembourg, comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

I. La présente assemblée extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

(1) Augmentation du capital social de la Société d'un montant d'un million deux cent dix mille cent trente-six Euros et dix centimes d'Euro (EUR 1.210.136,10) de son montant actuel de deux cent cinquante mille Euros (EUR 250.000) afin de le porter à un million quatre cent soixante mille cent trente-six Euros et dix centimes d'Euro (EUR 1.460.136,10), par l'émission de douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie A, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie B, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie C, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie D, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie E, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie F, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie G, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie H, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie I et douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie J, d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune.

(2) Modification subséquente de l'article 6.1.1 des statuts de la Société.

(3) Divers.

II- Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Les procurations des associés représentés, signées ne varietur, par les personnes comparantes resteront attachées à cet acte.

III- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, demande au notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire de la Société décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant d'un million deux cent dix mille cent trente-six Euros et dix centimes d'Euro (EUR 1.210.136,10) afin de le porter de son montant actuel de deux cent cinquante mille Euros (EUR 250.000) à un million quatre cent soixante mille cent trente-six Euros et dix centimes d'Euro (EUR 1.460.136,10), par l'émission de douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie A, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie B, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie C, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie D, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie E, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie F, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie G, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie H, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie I et douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie J, d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune.

Souscription et paiement

Les douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie A, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie B, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie C, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie D, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie E, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie F, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie G, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie H, douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie I et douze millions cent un mille trois cent soixante-et-une (12.101.361) parts sociales de catégorie J nouvellement émises ont été souscrites et intégralement libérées comme suit:

- CVC European Equity Partners V (A) L.P., un exempted limited partnership régi par les lois des Îles Caïmans, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Îles Caïmans et immatriculé auprès du Registrar of Exempted Limited Partnerships, Îles Caïmans, sous le numéro WK-22056, représenté par son general partner CVC European Equity V Limited, une société régie par les lois de Jersey, ayant son siège social au 1, Waverley Place, Union Street, St. Helier, Jersey JE1 1SG, Îles Anglo-Normandes et immatriculée auprès du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 99031 («CVC European Equity V Limited»), a souscrit à trois millions sept cent soixante-dix-neuf mille cinq cent quatorze (3.779.514) parts sociales de catégorie A, trois millions sept cent soixante-dix-neuf mille cinq cent quatorze (3.779.514) parts sociales de catégorie B, trois millions sept cent soixante-dix-neuf mille cinq cent quatorze (3.779.514) parts sociales de catégorie C, trois millions sept cent soixante-dix-neuf mille cinq cent quatorze (3.779.514) parts sociales de catégorie D, trois millions sept cent soixante-dix-neuf mille cinq cent quatorze (3.779.514) parts sociales de catégorie E, trois millions sept cent soixante-dix-neuf mille cinq cent quatorze (3.779.514) parts sociales de catégorie F, trois millions sept cent soixante-dix-neuf mille cinq cent quatorze (3.779.514) parts sociales de catégorie G, trois millions sept cent soixante-dix-neuf mille cinq cent quatorze (3.779.514) parts sociales de catégorie H, trois millions sept cent soixante-dix-neuf mille cinq cent quatorze (3.779.514) parts sociales de catégorie I et trois millions sept cent soixante-dix-neuf mille cinq cent quatorze (3.779.514) parts sociales de catégorie J, qui ont été intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de trois millions sept cent soixante-dix-neuf mille cinq cent quatorze Euros (EUR 3.779.514) consistant en trois cent soixante-dix-sept mille neuf cent cinquante-et-un Euros et quarante-et-un centimes d'Euro (EUR 377.951,41) pour le capital social et trois millions quatre cent un mille cinq cent soixante-deux Euros et vingt centimes d'Euro (EUR 3.401.562,20) pour la prime d'émission;

- CVC European Equity Partners V (B) L.P., un exempted limited partnership régi par les lois des Îles Caïmans, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Îles Caïmans et immatriculé auprès du Registrar of Exempted Limited Partnerships, Îles Caïmans, sous le numéro WK-24527, représenté par son general partner CVC European Equity V Limited, susmentionné, a souscrit à trois millions sept cent soixante-quatre mille deux cent une (3.764.201) parts sociales de catégorie A, trois millions sept cent soixante-quatre mille deux cent une (3.764.201) parts sociales de catégorie B, trois millions sept cent soixante-quatre mille deux cent une (3.764.201) parts sociales de catégorie C, trois millions sept cent soixante-quatre mille deux cent une (3.764.201) parts sociales de catégorie D, trois millions sept cent soixante-quatre mille deux cent une (3.764.201) parts sociales de catégorie E, trois millions sept cent soixante-quatre mille deux cent une (3.764.201) parts sociales de catégorie F, trois millions sept cent soixante-quatre mille deux cent une (3.764.201) parts sociales de catégorie G, trois millions sept cent soixante-quatre mille deux cent une (3.764.201) parts sociales de catégorie H, trois millions sept cent soixante-quatre mille deux cent une (3.764.201) parts sociales de catégorie I et trois millions sept cent soixante-quatre mille deux cent une (3.764.201) parts sociales de catégorie J, qui ont été intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de trois millions sept cent soixante-quatre mille deux cent une Euros (EUR 3.764.201) consistant en trois cent soixante-seize mille quatre cent vingt Euros et dix centimes d'Euro (EUR 376.420,10) pour le capital social et trois millions trois cent quatre-vingt-sept mille sept cent quatre-vingt Euros et quatre-vingt-dix centimes d'Euro (EUR 3.387.780,90) pour la prime d'émission;

- CVC European Equity Partners V (C) L.P., un exempted limited partnership régi par les lois des Îles Caïmans, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Îles Caïmans et immatriculé auprès du Registrar of Exempted Limited Partnerships, Îles Caïmans, sous le numéro WK-24524, représenté par son general partner CVC European Equity V Limited, susmentionné, a souscrit à trois millions neuf cent soixante-deux mille cent soixante-neuf (3.962.169) parts sociales de catégorie A, trois millions neuf cent soixante-deux mille cent soixante-neuf (3.962.169) parts sociales de catégorie B, trois millions neuf cent soixante-deux mille cent soixante-neuf (3.962.169) parts sociales de catégorie C, trois millions neuf cent soixante-deux mille cent soixante-neuf (3.962.169) parts sociales de catégorie D, trois millions neuf cent soixante-deux mille cent soixante-neuf (3.962.169) parts sociales de catégorie E, trois millions neuf cent soixante-deux mille cent soixante-neuf (3.962.169) parts sociales de catégorie F, trois millions neuf cent soixante-deux mille cent soixante-neuf (3.962.169) parts sociales de catégorie G, trois millions neuf cent soixante-deux mille cent soixante-neuf (3.962.169) parts sociales de catégorie H, trois millions neuf cent soixante-deux mille cent soixante-neuf (3.962.169) parts sociales de catégorie I et trois millions neuf cent soixante-deux mille cent soixante-neuf (3.962.169) parts sociales de catégorie J, qui ont été intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de trois millions neuf cent soixante-deux mille cent soixante-neuf Euros (EUR 3.962.169) consistant en trois cent quatre-vingt-seize mille deux cent seize Euros et quatre-vingt-dix centimes d'Euro (EUR 396.216,90) pour le capital social et trois millions cinq cent soixante-cinq mille neuf cent cinquante-deux Euros et dix centimes d'Euro (EUR 3.565.952,10) pour la prime d'émission;

- CVC European Equity Partners V (D) L.P., un exempted limited partnership régi par les lois des Îles Caïmans, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Îles Caïmans et immatriculé auprès du Registrar of Exempted Limited Partnerships, Îles Caïmans, sous le numéro WK-25044, représenté par son general partner CVC European Equity V Limited, susmentionné, a souscrit à deux cent quatre-vingt-et-un mille quatre cent soixante-quatorze (281.474) parts sociales de catégorie A, deux cent quatre-vingt-et-un mille quatre cent soixante-quatorze (281.474) parts sociales de catégorie B, deux cent quatre-vingt-et-un mille quatre cent soixante-quatorze (281.474) parts sociales de catégorie C, deux cent quatre-vingt-et-un mille quatre cent soixante-quatorze (281.474) parts sociales de catégorie D, deux cent quatre-vingt-et-un mille quatre cent soixante-quatorze (281.474) parts sociales de catégorie E, deux cent quatre-vingt-et-un mille quatre cent soixante-quatorze (281.474) parts sociales de catégorie F, deux cent quatre-vingt-et-un mille quatre cent soixante-quatorze (281.474) parts sociales de catégorie G, deux cent quatre-vingt-et-un mille quatre cent soixante-quatorze (281.474) parts sociales de catégorie H, deux cent quatre-vingt-et-un mille quatre cent soixante-quatorze (281.474) parts sociales de catégorie I et deux cent quatre-vingt-et-un mille quatre cent soixante-quatorze (281.474) parts sociales de catégorie J, qui ont été intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de deux cent quatre-vingt-et-un mille quatre cent soixante-quatorze Euros (EUR 281.474) consistant en vingt-huit mille cent quarante-sept Euros et quarante centimes d'Euro (EUR 28.147,40) pour le capital social et deux cent cinquante-trois mille trois cent vingt-six Euros et soixante centimes d'Euro (EUR 253.326,60) pour la prime d'émission;

- CVC European Equity Partners V (E) L.P., un exempted limited partnership régi par les lois des Îles Caïmans, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Îles Caïmans et immatriculé auprès du Registrar of Exempted Limited Partnerships, Îles Caïmans, sous le numéro WK-25043, représenté par son general partner CVC European Equity V Limited, susmentionné, a souscrit à trois cent quatorze mille trois (314.003) parts sociales de catégorie A, trois cent quatorze mille trois (314.003) parts sociales de catégorie B, trois cent quatorze mille trois (314.003) parts sociales de catégorie C, trois cent quatorze mille trois (314.003) parts sociales de catégorie D, trois cent quatorze mille trois (314.003) parts sociales de catégorie E, trois cent quatorze mille trois (314.003) parts sociales de catégorie F, trois cent quatorze mille trois (314.003) parts sociales de catégorie G, trois cent quatorze mille trois (314.003) parts sociales de catégorie H, trois cent quatorze mille trois (314.003) parts sociales de catégorie I et trois cent quatorze mille trois (314.003) parts sociales de catégorie J, qui ont été intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de trois cent quatorze mille trois Euros (EUR 314.003) consistant en trente-et-un mille quatre cents Euros et trente centimes d'Euro (EUR 31.400,30) pour le capital social et deux cent quatre-vingt-deux mille six cent deux Euros et soixante-dix centimes d'Euro (EUR 282.602,70) pour la prime d'émission;

Les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de douze millions cent un mille trois cent soixante-et-un Euros (EUR 12.101.361) consistant en un million deux cent dix mille cent trente-six Euros et dix centimes d'Euro (EUR 1.210.136,10) pour le capital social de la Société et dix millions huit cent quatre-vingt-onze mille deux cent vingt-quatre Euros et quatre-vingt-dix centimes d'Euro (EUR 10.891.224,90) pour la prime d'émission.

L'apport global d'un montant de douze millions cent un mille trois cent soixante-et-un Euros (EUR 12.101.361) est maintenant à la disposition de la Société ainsi qu'il a été justifié au notaire soussigné.

Deuxième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, l'assemblée générale extraordinaire de la Société décide de modifier l'Article 6.1.1 des statuts de la Société afin qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **6.1.1.** Le capital social est fixé à un million quatre cent soixante mille cent trente-six Euros et dix centimes d'Euro (EUR 1.460.136,10), représenté par cent quarante-six millions treize mille six cent dix (146.013.610) parts sociales divisées en catégories comme suit:

CATEGORIES DE PARTS SOCIALES	NOMBRE DE PARTS SOCIALES
Parts sociales de Catégorie A	14.601.361
Parts sociales de Catégorie B	14.601.361
Parts sociales de Catégorie C	14.601.361
Parts sociales de Catégorie D	14.601.361
Parts sociales de Catégorie E	14.601.361
Parts sociales de Catégorie F	14.601.361
Parts sociales de Catégorie G	14.601.361
Parts sociales de Catégorie H	14.601.361
Parts sociales de Catégorie I	14.601.361
Parts sociales de Catégorie J	14.601.361
Total	<u>146.013.610</u>

(les "Parts Sociales", chacune une "Part Sociale") chaque Part Sociale ayant une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0.01), toutes entièrement souscrites et intégralement libérées et ayant les droits et obligations énoncés dans les présents Statuts.».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 17.30 heures.

Frais de Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations et charges incombant à la Société suite à cet acte sont estimés à EUR 3.300,-.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergence entre les deux versions, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires des parties comparantes, connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, les mandataires ont signé, avec le notaire, le présent acte.

Signé: T. MORANA, C. RONFORT, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 29 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/34290. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 novembre 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015182203/382.

(150202578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2015.

DOTILA HOLDING S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2008 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 201.331.

— STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fourth day of November;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED

SGG S.A., a public limited liability company, existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, registered at the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 65 906,

hereby represented by Mrs Alexia UHL, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal dated November 3, 2015 (the Proxyholder), such proxy after signature "ne varietur" by the Proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "DOTILA HOLDING S.à r.l." (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single partner or the general meeting of partners adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary

measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The Company may carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

3.2 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

3.3 In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the disposal of a portfolio comprising all types of transferable securities or patents of whatever origin, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities and patents, either by way of contribution, subscription, purchase or otherwise, option, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

3.4 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or to any other company. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.5 The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

3.6 The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions that aim to promote and facilitate directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euros (EUR 12.500,-) represented by one hundred twenty-five (125) shares in registered form with a par value of one hundred euros (EUR 100,-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or, as the case may be, by the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties.

In case of plurality of partners, the transfer of shares to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partner(s).

7.2 The members of the board might be split in two categories, respectively denominated «Category A Managers» and «Category B Managers».

7.3 The managers may be dismissed ad nutum.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any manager of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and, to the extent Category A Managers and Category B Managers were appointed, at least one Category A Manager and one Category B Manager must be present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast and, if the board of managers is composed of Category A Managers and Category B Managers such resolutions must be approved by at least one Category A Manager and one Category B Manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation.

10.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of its sole manager and by the joint signature of two managers in the case of a plurality of managers.

10.2 If the general meeting of partners decides to create two categories of managers (category A and category B), the Company will only be bound by the joint signature of any A Manager together with any B Manager.

10.3 The Company shall further be bound by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of partners

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1 The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

12.2 Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of each year.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 Notwithstanding the preceding provisions, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholders.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the partner or, in the case of a plurality of partners, the partners in proportion to the shares held by each partner in the Company.

VII. General provision

Art. 17. General provision. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2015.

Subscription - Payment

Thereupon, SGG S.A., prenamed and represented as stated here-above, declares to have subscribed to the whole share capital of the Company and to have fully paid up all one hundred twenty-five (125) shares by contribution in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12.500,-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand Euros (EUR 1,000.-).

Resolutions of the sole partner

Immediately after the incorporation of the Company, the sole partner, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mrs Pamela VALASUO, employee, born on May 26th, 1975 in Borga Ik (Finland), with professional address at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

- Mr Anthony AGOSTINO, employee, born on February 14th, 1983 in Thionville (France), with professional address at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

- Mrs Candice DE BONI, employee, born on December 31th, 1973 in Strasbourg (France), with professional address at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quatrième jour du mois de novembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU

SGG S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65 906,

ici représentée par Madame Alexia UHL, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg (la Mandataire), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 3 novembre 2015;

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination «DOTILA HOLDING S.à r.l.» (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

3.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

3.4 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. Elle peut également

consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

3.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens. Elle pourra aussi placer et gérer ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance.

7.2 Les membres du Conseil peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

7.3 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout gérant.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un Gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

10.2 Dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées (Gérant de catégorie A et Gérant de catégorie B), la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

10.3 La Société sera aussi engagée par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée Générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux Associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les Associés.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la Loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Et à l'instant, SGG S.A., prédésignée et représentée comme dit ci-dessus, déclare avoir souscrit à l'entière du capital social de la Société et d'avoir entièrement libéré les cent vingt-cinq (125) parts sociales par versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille euros (EUR 1.000,-).

Décision de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Madame Pamela VALASUO, employée, née le 26 mai 1975 à Borga Ik (Finlande), avec adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

- Monsieur Anthony AGOSTINO, employé, né le 14 février 1982 à Thionville (France), avec adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

- Madame Candice DE BONI, employée, née le 31 décembre 1972 à Strasbourg (France), avec adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, la comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 05 novembre 2015. 2LAC/2015/24979. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 10 novembre 2015.

Référence de publication: 2015182145/407.

(150203496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2015.

EIF Soparfi A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.012.400,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 105.688.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth of October.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

EIF Soparfi B S.à r.l., a private limited liability company, incorporated and existing under the laws of the Luxembourg, with registered office in L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 105.112 (hereafter the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Mrs Corinne PETIT, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on October 27th, 2015.

The said proxy, signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, acting in its capacity as the Sole Shareholder, has requested the undersigned notary to enact the following:

I. The appearing party is the Sole Shareholder of "EIF Soparfi A S.à r.l.", a private limited liability corporation with registered office in L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 105.688 (the "Company"), incorporated by deed of Maître Alphonse LENTZ, notary then residing in Remich, Grand-Duchy of Luxembourg, on December 15th, 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 444 dated on May 12th, 2005. These Articles of Association have been amended for the last time by deed of the undersigned notary, on November 4th, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2936, dated on December 1st, 2011.

II. The capital of the Company is fixed at twelve thousand four hundred euro (EUR 12,400) represented by one hundred twenty-four (124) shares having a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, being entirely paid up.

The appearing party takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital by an amount of twenty-five million euro (EUR 25,000,000), so as to raise it from its present amount of twelve thousand four hundred euro (EUR 12,400) to twenty-five million twelve thousand four hundred euro (EUR 25,012,400), by issuing two hundred fifty thousand (250,000) new shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, having the same rights and obligations as the existing parts.

Subscription and liberation

Then the appearing Sole Shareholder, represented at state above, declares to subscribe all the two hundred fifty thousand (250,000) new shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100), and to pay them up by a contribution in kind consisting of a receivable in the aggregate amount of twenty-five million euro (EUR 25,000,000) that the Sole Shareholder holds against the Company (the Receivable).

The Receivable shall be allocated to the share capital account of the Company for an amount of twenty-five million euro (EUR 25.000.000).

The valuation of the Receivable is evidenced by a valuation certificate issued by the management of the Sole Shareholder and acknowledged and approved by the management of the Company.

Such valuation certificate and a copy of the Balance Sheet, after signature "ne varietur" by the proxy-holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Second resolution

The appearing Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the articles of incorporation, so as to reflect the increase of capital, which shall henceforth have the following wording:

" **Art. 6.** The capital is set at to twenty-five million twelve thousand four hundred euro (EUR 25,012,400) represented by two hundred fifty thousand one hundred twenty-four (250,124) shares of a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each."

Estimate of costs

The amount of the expenses in relation to the present deed is estimated to be approximately seven thousand euro (EUR 7,000).

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the appearing persons, the appearing persons signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française:

L'an deux mille quinze, le vingt-huit octobre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

EIF Soparfi B S. à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 105.112 (ci-après «l'Associé Unique»),

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée privée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 27 octobre 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signé "ne varietur" par les comparantes et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité d'associée unique, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I. La société comparante est la seule associée de la Société à responsabilité limitée «EIF Soparfi A S.à r.l.», avec siège social à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 105.688 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître Alphonse LENTZ, notaire alors de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 15 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 444 du 12 mai 2005, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 4 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2936 du 1^{er} décembre 2011.

Le capital social de la Société est fixé à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400) représenté par cent vingt-quatre (124) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, entièrement libérées.

L'Associée Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de vingt-cinq millions d'euros (EUR 25.000.000) afin de le porter de son montant actuel de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400) à vingt-cinq millions douze mille quatre cents euros (EUR 25.012.400), par l'émission de deux cent cinquante mille (250.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription et libération

Et à l'instant, la comparante Associé Unique, représenté comme dit ci-avant, déclare souscrire toutes les deux cent cinquante mille (250.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent (EUR 100) et de les libérer entièrement par un apport en nature qui consiste en la conversion d'une créance d'un montant total de vingt-cinq millions d'euros (EUR 25.000.000) que l'Associé Unique détient vis-à-vis de la Société (la Créance).

La Créance est affectée au compte de capital social de la Société pour un montant de vingt-cinq millions d'euros (EUR 25.000.000).

L'évaluation de la Créance est prouvée par un certificat d'évaluation émis par l'organe de gestion de l'Associé Unique reconnu et approuvé par l'organe de gestion de la Société.

Ledit certificat d'évaluation après avoir été signés «ne varietur» par le représentant de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour les formalités d'enregistrement.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide, suite à la résolution précédemment prise, de modifier l'article 6 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

“ **Art. 6.** Le capital social est fixé à un montant de vingt-cinq millions douze mille quatre cents euros (EUR 25.012.400), représenté par deux cent cinquante mille cent vingt-quatre (250.124) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.”

Estimation des frais

Le montant des frais se rapportant au présent acte sont approximativement estimés à sept mille euros (EUR 7.000).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et la traduction française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires de la partie comparante, connus du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signé avec le notaire la présente minute.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 3 novembre 2015. Relation: 2LAC/2015/24766. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 10 novembre 2015.

Référence de publication: 2015182174/124.

(150203097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2015.

Cofralux, Société Anonyme.

Siège social: L-4501 Differdange, rue Pierre Gansen.

R.C.S. Luxembourg B 37.071.

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

le seul et unique actionnaire de la société anonyme «COFRALUX», ayant son siège social à Rue Pierre Gansen, L-4501 Differdange, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg, sous le numéro B37071, ci-après dénommée la «Société», constituée suivant acte notarié en date du 29 mai 1991, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en 1991 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié par le notaire Maître Jean-Joseph WAGNER en date du 28 avril 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1645 du 3 juillet 2015,

à savoir:

«ArcelorMittal Luxembourg», société anonyme avec siège social au 24-26 boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B6990, représentée aux fins des présentes par Madame Ana Paula Da Silva, Senior Paralegal, avec adresse professionnelle au 24-26 boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg,

aux termes d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 23 octobre 2015,

laquelle, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement,

détenant le total des mille quatre cents (1.400) actions sur les mille quatre cents (1.400) actions émises représentant l'intégralité du capital social de trois cent cinquante mille euros (EUR 350.000,00).

La société comparante, agissant en sa qualité de seul et unique actionnaire de la Société convient de faire abstraction des règles formelles pour tenir une assemblée générale extraordinaire, telles que convocations, ordre du jour et constitution du bureau, reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir.

Après discussion, elle prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique décide de réduire le capital social de la Société à concurrence de deux cent mille euros (EUR 200.000,00) afin de le porter de son montant actuel de trois cent cinquante mille euros (EUR 350.000,00) à cent cinquante mille euros (EUR 150.000,00) par l'annulation de huit cents (800) actions, ayant une valeur nominale de deux cent cinquante euros (EUR 250,00) chacune, par remboursement au profit de l'actionnaire unique.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide de conférer tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour exécuter la résolution ci-dessus.

Troisième résolution

Suite à la réduction de capital ainsi réalisée, l'article 6 des statuts de la Société est modifié en conséquence et aura désormais la teneur suivante:

Art. 6. «Le capital social est fixé à cent cinquante mille euros (EUR 150.000,00) représenté par six cents (600) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (EUR 250,00) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de ce document sont estimés à deux mille euros.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. P. DA SILVA, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 3 novembre 2015. Relation: EAC/2015/25495. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015182080/52.

(150203185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2015.

Nir Holding GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2632 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 193.155.

—
EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par les associés en date du 28 octobre 2015:

1. Les personnes suivantes ont été nommées en tant que nouveaux gérants de catégorie A de la société, avec effet au 28 octobre 2015 et pour une durée illimitée:

- Dr. Jan Meyer, né à Papenburg, Allemagne, le 20 janvier 1977, ayant son adresse au Hauptkanal links 3, D-26871 Papenburg, Allemagne; et

- Madame Karin Meyer, née le 6 avril 1949 à Munster, Allemagne, ayant son adresse au Hauptkanal links 1, D-26871 Papenburg, Allemagne

2. La personne suivante a été nommée en tant que nouveau gérant de catégorie B de la société, avec effet au 28 octobre 2015 et pour une durée illimitée:

- Monsieur Thilo Bollenbach, né le 18 juillet 1960 à Heidelberg, Allemagne, ayant son adresse au Clemenswerth Strasse 12, D-26871 Papenburg, Allemagne.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 11 novembre 2015.

Référence de publication: 2015184095/23.

(150204707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2015.

North West Finance SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R.C.S. Luxembourg B 120.193.

—
Je soussignée, Madame Orietta RIMI, déclare démissionner de la fonction d'administrateur de la société NORTH WEST FINANCE S.A., ayant son siège social au 10, rue Antoine Jans à L-1820 Luxembourg, enregistrée au RCSL sous le matricule B 120193, à compter du 10 novembre 2015.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 11 novembre 2015.

Référence de publication: 2015184099/12.

(150204511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2015.
